

## Israël et la démocratie

Dans une région en état de guerre où la démocratie a rarement trouvé droit de cité, Israël entend rester un Etat de droit, respectueux des libertés publiques - et c'est tout à son honneur. Il n'empêche que ses dirigeants, sans doute du fait d'une conception trop exclusive du rôle militaire de la sécurité d'Israël, ont trop souvent recouru à des méthodes qui sont autant de nouvelles manières faites à la démocratie. La preuve vient encore d'en être administrée, dimanche 28 décembre, à l'occasion de deux affaires de nature très différente : le bannissement d'un journaliste palestinien et l'ouverture du procès d'un ressortissant israélien, M. Mordechai Vanunu, accusé d'espionnage.

Le premier cas est typique des mesures de répression que le gouvernement de Jérusalem a multipliées ces derniers mois dans les territoires occupés depuis 1967 (la Cisjordanie et Gaza). Intellectuel peu porté à la violence et rédacteur en chef d'*«Al Chabab»*, l'un des deux grands quotidiens arabes de Jérusalem, M. Akram Haniyeh a été placé dimanche, contre son gré, à bord d'un avion de la Suisse, à destination de Zurich. Il avait été arrêté le 3 novembre dernier. En ordonnant son exil, les autorités l'ont accusé d'*«avoir noué des contacts directs»* avec le Fatah, le mouvement de M. Yasser Arafat, et d'*«avoir collecté des fonds au profit de l'OLP»*.

En fait, son bannissement - on peut difficilement parler d'expulsion, puisque M. Haniyeh est chassé de son propre pays - obéit clairement à des motifs politiques. Ce dont il lui est fait grief, c'est d'être, à l'instar de tous les journalistes arabes de Jérusalem, un militant nationaliste. A aucun moment les autorités n'ont d'ailleurs produit le moindre indice pouvant laisser croire que le journaliste avait menacé la sécurité de l'Etat juif ou encouragé des actions violentes.

M. Haniyeh avait interjeté appel de la mesure prise à son encontre devant la Haute Cour de justice. Mais il a finalement choisi lui-même d'abandonner cette voie pour protester contre la décision de la Cour de garder secrètes les pièces du dossier et de ne pas les communiquer à la défense.

Il a donc été contraint au départ, comme l'ont été depuis 1985 une trentaine d'autres Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. On notera au passage que jusqu'à preuve du contraire ces mesures d'exil forcé, vivement dénoncées par la gauche israélienne, n'ont en rien entamé le militantisme des Palestiniens de l'intérieur.

Tout autre est la situation de M. Vanunu - dont le procès s'est ouvert dimanche. Là encore, les dirigeants israéliens ne semblent pas s'être embarrassés de trop de scrupules dans une affaire qui, selon eux, menaçait la sécurité de l'Etat. Technicien au centre nucléaire de Dimona (dans le Néguev), M. Vanunu avait fui à l'étranger l'été dernier avant de divulguer à un hebdomadaire londonien de nombreuses informations sur le potentiel atomique de l'Etat hébreu. Or il semble bien que les services secrets israéliens aient eu purement et simplement recours à l'enlèvement pour «rapatrier» M. Vanunu.

C'est en tout cas ce qu'affirme l'intéressé, dont le procès se déroule dans un secret tout aussi opaque que celui ayant entouré l'arrestation du journaliste palestinien. Même s'il se trouve loin d'être le seul à se plaindre d'être traité de la sorte, M. Vanunu n'est pas le seul à se plaindre de la méthode qu'ont employée les dirigeants israéliens dans ces deux affaires. Le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'elles vont à contre-courant des pratiques démocratiques dont on se réclame à Jérusalem.

(Lire page 3.)

## Damas et les islamistes au Liban

### Répression syrienne à Tripoli: des centaines de victimes

La répression menée par l'armée syrienne à Tripoli et dans sa région à la suite de l'attaque de plusieurs de ses postes par des intégristes islamiques le 19 décembre a été d'une extrême violence, et a fait plusieurs centaines de victimes. Ces nouveaux troubles s'ajoutent à la «guerre des camps» palestiniens, qui se poursuit.

BEYROUTH de notre correspondant

En perte de vitesse sur la scène libanaise à la suite de son insuccès dans l'affaire de la «guerre des camps», où son ennemi, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, dément manifestement l'initiative, la Syrie renforce son emprise sur la région qu'elle contrôle directement ; le Liban nord, à commencer par son chef-lieu, Tripoli, et la Bekaa.

Aussi est-ce sans rémission que l'armée syrienne a mené une offensive de ses autres vieux ennemis, les intégristes musulmans du MUI (Mouvement de l'Unité islamique), qui ont sans doute cherché à recruter dans leur fief de Bab-Tebaneh, à Tripoli, une zone indépendante, «à la libanaise». La riposte s'est faite «à la syrienne», c'est-à-dire qu'après avoir réduit le foyer d'insurrection les troupes de Damas ont ratisé le quartier,

liquidant toute résistance, puis ont pourchassé les rebelles ayant réussi à s'échapper dans leurs repaires habituels des montagnes de Dnieh et de la plaine du Akkar.

Un des principaux chefs du MUI, Cheikh Ahmed Minkara, qui aurait été à l'origine du soulèvement, aurait été arrêté vendredi soir et serait aux mains des services secrets syriens. Mais le mouvement intégriste a démenti à partir de Beyrouth-Ouest cette arrestation, affirmant que Damas cherche à démolir ses combattants.

Les récits les plus alarmants, difficiles à vérifier, sont colportés de Tripoli, non seulement à travers les médias du camp chrétien (qui répercutent tout ce qui est anti-syrien), mais aussi par les sunnites modérés de la ville, effrayés par l'ampleur de la répression.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

## Le gouvernement et les conflits sociaux

### Comment être à la fois absent et vigilant

MM. Mitterrand et Chirac se sont entretenus, le lundi 28 décembre, à l'Élysée de la situation intérieure. Le premier ministre a ensuite réuni, à l'Hôtel Matignon, MM. Balladur, Méhaignerie et Douffia-

guez. M. Thatcher achetait son charbon à l'étranger, à moindre coût, et les industriels britanniques, au contraire de leurs collègues français d'aujourd'hui, ne souffrent pratiquement pas du conflit. Le premier ministre britannique avait renforcé sa réputation de «dame de fer». Son

Pourquoi M. Chirac renonce-t-il à ses vacances en Tunisie? Que va faire M. Balladur, rentré du Maroc samedi, pour assurer l'intérim du premier ministre qui n'est pas parti? Les «spontanistes» de la SNCF, et les syndicats auxquels ils consentent quelque qualité pour négocier en leur nom, ne comprennent rien à cette apparente remobilisation du gouvernement si ses deux principaux responsables persistent dans leur silence. Qu'aurait-on dit, avant le 16 mars, si le gouvernement socialiste avait affiché un tel respect de l'autonomie de gestion d'une société nationale, au point de faire le mort pendant douze jours alors qu'un conflit le déchire?

Ministre délégué chargé des transports, M. Douffiaquez est devenu muet depuis qu'il a appelé les cheminots à la «révolution culturelle». Son ministre de tutelle, arraché à son éloignement, confirmait samedi que le gouvernement n'avait pas vocation à monter, pour l'instant, en première ligne. Lundi matin, M. Chirac n'avait toujours rien dit.

Manifestement, le premier ministre comptait sur le pourrissement de la grève, la lassitude des grévistes. Le mouvement, au contraire, s'enferme dans son silence. Il misait aussi sur son impopularité. Hélas pour M. Chirac, les usagers, bien que mécontents, se sont d'autant mieux accommodés des désagréments que des moyens de transport de substitution étaient organisés.

L'entourage du premier ministre évoque volontiers, toutes proportions gardées, l'affrontement avec les mineurs, dont M. Thatcher était sortie victorieuse par épuisement de l'adversaire. Mais le rail n'est pas une industrie en voie de perdition.

## Face à la détermination de la base et aux risques d'enlèvement

### Les syndicats, comme la SNCF, cherchent les moyens de reprendre la négociation

Selon la direction de la SNCF, le trafic connaissait un début d'amélioration qui devrait permettre d'engager des discussions avec les syndicats, le mardi 30 décembre.

Le passage de 1986 à 1987 s'annonce décisif sur le plan social avec la poursuite en ce début de semaine des conflits à la SNCF et à la RATP et les risques d'extension dans le secteur public. Tandis qu'à la RATP un préavis de grève pour les 30 et 31 décembre était conditionné par l'issue des négociations engagées le lundi 29 au matin, la direction de la SNCF faisait état d'un «début de reprise». Ainsi, sur Paris-Nord, le trafic était assuré lundi matin à 40 % selon la direction, chiffre contesté par les grévistes. Sur les grandes lignes, le trafic était en moyenne de 40 %, tandis que la participation des cheminots à la grève était évaluée entre 30 et 35 %.

Les syndicats accentuent cependant leur pression pour que de véritables négociations s'engagent le 30 décembre lors de la réunion de la commission mixte du statut.

(Lire nos informations pages 16 et 20.)

## Parler

Par ANDRÉ FONTAINE

Au prix d'un énorme effort financier, les Français ont réussi à se doter d'un arsenal nucléaire dont ils croient dans leur majorité, à tort ou à raison, qu'ils ont mis à l'abri d'une agression extérieure. Il leur reste à réaliser le même consensus pour employer le mot à la mode, pour se protéger d'une agression infiniment plus proche que celle des chars et des fusées de Mikhaïl Gorbatchev: l'inflation.

Nos voisins et partenaires allemands, qu'elle a failli par deux fois - 1923 et 1949 - conduire à la banqueroute pure et simple, ont fait le choix inverse. Pour assurer la protection nucléaire de leur territoire national, ils s'en remettent, à tort ou à raison, à l'onde Serr.

Mais ils sont unanimes dans leur combat contre l'inflation. Ils y ont, à bien raison, que leurs prix, maintenant, diminuent. Ce qui veut dire qu'Edouard Balladur a beau avoir réussi à réduire à 2,3 % la hausse des prix en France en 1986, le différentiel d'inflation, autrement dit l'écart entre les mouvements des prix des deux

pays, qui s'était nettement réduit depuis deux ans, est à nouveau en train de se creuser. Si cette tendance devait se poursuivre, il faudrait tôt ou tard procéder à une de ces dévaluations dont on devrait apprendre à tous les enfants, dès la connaissance, le sens bien simple: à savoir que les Français sont obligés à chaque fois de travailler davantage pour payer leurs importations.

Personne n'avait mieux compris ni mieux exposé cette évidence que Raymond Barre lorsqu'il a succédé à Mitterrand à Jacques Chirac. Les socialistes, qui croyaient, en arrivant au pouvoir, au père Noël, ont commencé par laisser repartir les prix. Mais ils se sont ressaisis et entre Pierre Mauroy, Jacques Delors, Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius, ils ont réussi, dans la lutte contre l'inflation, en bloquant d'abord puis en modérant les salaires, des performances que l'on n'attendait guère d'eux. L'ancien gouvernement est arrivé au pouvoir décidé à poursuivre et à intensifier cette lutte, et l'on ne peut que l'en approuver.

(Lire la suite page 16.)



homologue français risque d'y perdre. Dès avant Noël, l'éditorialiste de la Lettre de la nation (bulletin quotidien du RPR) craignait que les «organismes de la grève» ne parviennent à retourner contre le gouvernement le mécontentement des usagers.

Pour l'opinion, le gouvernement s'est «déconnecté» d'un conflit dont il s'efforce, sur le fond, de gérer le déroulement par les consignes précises données à la direction de la SNCF. M. Douffiaquez est ainsi tenu en réserve de la République: c'est lui qui en l'absence de M. Chirac, le 31 décembre, dans ses vœux de Nouvel An, le président de la République - auquel des agents de conduite de la région lyonnaise ont lancé un appel - ne tire profit de la situation au nom de la «cohésion sociale» qui commande la «cohésion nationale» dont il se dit le garant. A moins que le premier ministre n'attende une faute, imparable, du chef de l'Etat, qui, en prenant parti trop ouvertement, prêterait le flanc à la critique pour ce qui apparaîtrait comme une opération de déstabilisation de la politique économique du gouvernement.

Volontairement «déconnecté» depuis douze jours, le gouvernement contribue, malgré lui, à accentuer la perte de crédit subie par les syndicats. M. Chirac recense les représentants des grandes centrales, comme prévu depuis longtemps, au début du mois de janvier. Mais, pour l'heure, il donne corps - en négligeant le contact officiel - à l'idée selon laquelle les syndicats ne sont plus des relais efficaces. Il est vrai que, exception faite de M. Edmond Maire, qui est le seul, selon lui, à comprendre les évolutions de la société, M. Chirac n'a que peu de considération pour le syndicalisme français, défenseur de privilèges, émanation de corporatismes ouvriers et fonctionnaires. N'y aurait-il plus «moyen de moyenner», comme il dit, avec M. Bergeron, dont il n'avait pas le conseil au moment du conflit avec les étudiants?

Au mois de juillet dernier, M. Chirac affirmait, au terme d'un exposé sur l'action volontariste du gouvernement: «Avant la fin de l'année, la France aura un autre système de valeurs que celui sur lequel elle vivait précédemment.» Vivement après-demain!

JEAN-YVES L'HOMEAU.

# ESSAIS

**Elena Bonner**

**Un exil partagé**

Les Sakharov à Gorki

# SEUIL

## Le Monde ÉCONOMIE

Les marchés financiers en 1986  
Pages 9 à 12  
La chronique de Paul Fabre  
Page 18

## Deux ministres à la retraite en URSS

M. Ermach, qui présidait depuis quatorze ans le comité d'Etat pour le cinéma, et M. Vachtchenko, ministre du commerce intérieur.

PAGE 4

## «French-Kiss» deuxième défaite

Les chances de Marc Pajot s'amenuisent face aux Néo-Zélandais.

PAGE 15

## La crise sikh en Inde

Appel à la grève générale au Pendjab.

PAGE 5

## La réforme de l'enseignement

Un point de vue de M. Chevènement.

PAGE 6

## Les tensions en Libye

Coran contre «Livre vert»?

PAGE 3

Le sommaire complet se trouve page 20











## Europe

## Les troubles au Kazakhstan et les droits de l'homme en URSS

La « Pravda »  
dénonce le « nationalisme »

Moscou. — La Pravda a lancé, dimanche 28 décembre, un appel à l'offensive contre le nationalisme au sein des Républiques de l'Union soviétique.

Sans faire mention des émeutes d'inspiration nationaliste qui ont eu lieu à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, l'organe du PCUS écrit notamment : « Il nous faut résolument résister à toute tentative de placer les intérêts locaux au-dessus de ceux de l'Etat. Le marxisme et le nationalisme ne peuvent être réconciliés. (...) Le marxisme remplace le nationalisme par l'internationalisme. »

Un nationalisme et un esprit de clocher excessifs risquent de conduire au protectionnisme et au favoritisme, écrit encore le journal. « Notre tâche, de toute première importance, est de combattre les indices de nationalisme et de chauvinisme. »

L'agence Tass annonce d'autre part la création, à Alma-Ata d'un « conseil de coordination pour la lutte contre la criminalité, l'alcoolisme, la toxicomanie et les revenus illégaux ». Cet organisme, réuni samedi sous la présidence du nou-

veau chef du PC kazakh, M. Guennadi Kolbine, s'est vu assigner « un vaste programme d'action destiné à éliminer d'urgence les phénomènes négatifs » qui minent cette République. — (Reuter, AFP.)

● Libération d'une militante du « groupe de confiance ». — Une militante pacifiste soviétique, M<sup>lle</sup> Larissa Tchoukaleva, a été libérée alors qu'elle purgeait une peine d'internement à la suite de ses activités au sein du « groupe pour l'instauration de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis », a-t-on appris de source dissidente.

M<sup>lle</sup> Tchoukaleva est ainsi revenue dans la capitale soviétique à la fin de la semaine après, qu'a été levée sa condamnation, en juillet dernier, à deux années d'internement dans un camp, précédé un autre membre de ce groupe, M. Alexandre Roubchenko. Ce dernier a démenti, en outre, les informations selon lesquelles le « groupe de confiance » se serait dissous, comme l'avait annoncé un communiqué transmis mercredi 24 décembre, par téléphone, à des correspondants occidentaux à Moscou. — (AFP.)

## BIBLIOGRAPHIE

Le dernier souffle du mouvement  
communiste international

Il fallait beaucoup de courage et d'esprit de recherche pour se lancer dans l'étude d'un mouvement communiste international dont on peut douter qu'il survive aujourd'hui à d'autres titres que ceux du souvenir. Lilly Marcou s'est pourtant lancée dans ce long travail avec l'ardeur non pas d'une néophyte mais d'une spécialiste de longue date.

Le résultat est un gros volume, très fortement documenté, où l'on pourra retrouver les différents paliers par lesquels sont passés les partis communistes du monde entier, dans leurs rapports formels et informels, en même temps que dans leur évolution propre. La période couverte étant celle des années 1970-1986, l'un des principaux temps forts de cette étude est évidemment celle de l'eurocommunisme, des transformations qu'il engendra dans les PC italien, français, espagnol et quelques autres, des tensions qui en résultèrent avec Moscou, des déceptions, du reflux qui suivirent l'échec au moins relatif de cette tentative de mutation.

Mais c'est aussi l'histoire de la fin d'un mythe, que Boris Ponomarev, héritier des consignes et traditions du Kominform, incarne pendant plusieurs décennies — jusqu'à sa tardive mise à la retraite au mois de mars 1985, l'acmé — est d'ailleurs beaucoup dire car il y a quelques temps déjà que ce qu'il était encore convenu d'appeler le mouvement communiste international n'était plus qu'un squelette sans gène de muscles. Lilly Marcou témoigne éloquentement de ce des-

chement par sa description à la limite du surréalisme de la revue de Prague, *Problèmes de la paix et du socialisme*, dont « le véritable impact (...) sur les affaires du monde, sur les relations internationales, sur l'univers communiste est pratiquement nul ».

Le mouvement communiste international en tant que tel a en fait rendu son dernier souffle à la conférence de Berlin en 1976, même si des structures plus théoriques que réelles survivent depuis cette date. Les relations interparties, en revanche, se sont considérablement transformées depuis cette époque. Lilly Marcou les examine avec attention et pertinence, observant chez les nouveaux dirigeants soviétiques une approche « plus pragmatique, plus réaliste » en même temps qu'un effacement de la notion d'« internationalisme prolétarien » au profit de rapports entre Etats, amis ou clients. Le cas de la Chine est à cet égard assez caractéristique, tant à travers les liens établis par Pékin, depuis la mort de Mao Zedong, avec les PC occidentaux que dans le lent processus du rapprochement sino-soviétique. Tout cela est relaté avec un luxe de détails et de précisions qui font du livre de Lilly Marcou un ouvrage de référence.

Deux regrets seulement. A plusieurs reprises, l'étude de Lilly Marcou donne l'impression que l'évolution des partis communistes répond à une logique interne régnant à l'arrière-plan l'action ou l'influence de partenaires ou d'événements extérieurs. Est-ce toujours exact et peut-on penser, exemple parmi d'autres, que la mort d'Aldo Moro n'a pas joué un rôle sensible dans l'évolution des communistes italiens ?

Le second point est d'ordre pratique. Pourquoi ne pas avoir complété cet ouvrage par une chronologie, élément indispensable dans un tel instrument de travail ? Souhaitons que cette lacune puisse être comblée dans une prochaine édition.

ALAIN JACOB.

★ Les Pieds d'argile, le communisme mondial au présent, 1970-1986, par Lilly Marcou ; éditions Ramsay, 490 p., 145 F.

## POINT DE VUE

## De Kaboul à Alma-Ata

par Alexandre Bennigsen  
directeur à l'Ecole  
des hautes études

Les émeutes qui ont ensanglanté Alma-Ata, le 17 et le 18 décembre, ne sont pas, comme le prétend la propagande soviétique, le résultat de la « politique de démocratisation » de Gorbatchev, mais bien la conséquence directe de la guerre en Afghanistan. Plus de cinquante millions de musulmans de race turque et iranienne (les mêmes Uzbecks, Tadjiks et Turkmènes qu'on trouve en Afghanistan) habitent l'URSS, dont près de trente cinq millions en Asie centrale, séparée de l'Afghanistan par une frontière facilement franchissable. La lutte des Moudjahidins apporte à ces musulmans soviétiques un double message d'espoir : « L'armée soviétique n'est pas invincible, la résistance aux Russes est possible ».

Les sources soviétiques d'Asie centrale ne laissent aucun doute quant aux effets déstabilisateurs de la guerre afghane sur les populations d'Asie centrale. Elles permettent d'apprécier l'intensité de la propagande des Moudjahidins, relayée sur place par des « éléments subversifs » locaux ; elles notent les passages des frontières, dans les deux sens, par les « saboteurs, espions et agitateurs » afghans et aussi par les jeunes musulmans soviétiques allant combattre dans les rangs des Moudjahidins ; elles racontent comment la littérature (brochures et cassettes), en provenance d'Afghanistan, du Pakistan et d'Iran pénètre en Asie Centrale.

Enfin et surtout elles font état de l'appréhension dans les républiques musulmanes de l'URSS de groupes politiques clandestins. Ainsi, en octobre dernier, M. K. Makhkamov, pro-

ner secrétaire du Parti communiste du Tadjikistan, révélait l'existence d'organisations secrètes anti-soviétiques, « fanatiques et nationalistes », du type Wahhabite (ici synonyme de fondamentalisme) (Agitator Tadjikistan, Douchanbe, n° 20, 1988, p. 13).

Selon l'agence Tass, l'émeute d'Alma-Ata a été déclenchée par des étudiants et des écoliers Kazakhs, manipulés par des nationalistes, des voyous (hooligans), des « parasites » et des éléments antisociaux. Dans la littérature soviétique d'Asie centrale, la « nationalisme » a généralement une signification religieuse, « islamique », tandis que « parasites » et « éléments antisociaux » sont synonymes de « fanatiques religieux », dans le sens où ils sont des adeptes des confréries mystiques soufies. Que de tels éléments aient pu « manipuler » pendant quarante huit heures des étudiants — presque tous membres du Komsomol, dans une ville où les meilleurs soldats du régime — montre à quel point les effets déstabilisateurs de la guerre afghane sont dangereux pour la stabilité de l'empire soviétique.

Sans l'exemple tonique de la résistance afghane, la xénophobie latente qui colore les rapports ethniques en Asie centrale n'aurait jamais pris la forme violente d'une émeute raciale. Il est possible, et même probable, que d'autres troubles de même caractère racial aient lieu à l'avenir dans d'autres villes d'Asie centrale. Or l'aggravation des rapports entre Russes et autochtones, dans le monde musulman et, peut-être même, obligent les dirigeants du Kremlin à mettre fin à leur aventure en Afghanistan.

Le patron du cinéma  
prend sa retraite

Moscou (AFP, Reuter). — M. Filipp Ermach, âgé de soixante-trois ans, qui présidait depuis quatre ans le comité d'Etat de l'URSS pour le cinéma (Goskino) et était à ce titre membre du gouvernement, a été mis à la retraite, a annoncé, dimanche 28 décembre, l'agence Tass. Ces deux dernières années, M. Ermach avait été l'objet de vives critiques de la part des cinéastes et, plus récemment, de la part de la presse, pour sa responsabilité dans la stagnation du cinéma soviétique.

Son successeur, M. Alexandre Kanchalov, est âgé de cinquante-quatre ans. Ancien professeur et responsable de la jeunesse communiste, il dirigeait ces derniers temps le secteur de cinéma au département de la culture du comité central du parti.

Samedi, l'agence Tass avait annoncé la mise à la retraite d'un autre membre du gouvernement, M. Grigori Vachtchenko, ministre du commerce (intérieur) de l'URSS. Agé de soixante-dix ans, ancien responsable du parti à Kharkov, puis premier vice-président du gouvernement d'Ukraine, M. Vacht-

chenko avait été nommé à la tête de ce ministère sous Andropov, en janvier 1983. Mais il n'avait pas tardé à être sévèrement critiqué, au voyant infliger notamment, en septembre dernier, un « blâme sévère » pour « insuffisances sérieuses » dans l'approvisionnement en biens de consommation.

Chose curieuse, son successeur, M. Kondrad Terekh, qui était depuis janvier 1984 premier vice-président du gouvernement de Biélorussie et responsable du commerce, s'était vu, lui aussi, infliger, le 18 octobre dernier, par le bureau du parti de cette République une « réprimande sérieuse » pour le même motif.

[M. Vachtchenko et Ermach siégeaient au comité central du parti (le premier comme membre titulaire, le second comme suppléant) et leur mise à la retraite précède celle de membres du « parlement du parti ». Si il y a neuf mois seulement, qui ont quitté le siège depuis lors. Parmi eux figurent deux ministres et un premier vice-président du gouvernement : M. Arkhipov, pour la plupart écartés de leur fonction ces trois derniers mois.]

De nombreux prisonniers politiques  
seraient prochainement libérés

estime M. Roy Medvedev

Les autorités soviétiques s'apprêtent à libérer de nombreux prisonniers politiques au cours des prochains mois, estime l'historien dissident Roy Medvedev dans une interview publiée le lundi 19 décembre par Financial Times de Londres. Selon d'autres sources citées dimanche par le Sunday Times, une commission spéciale a été mise sur pied avec des représentants du KGB, du Parti communiste et des services juridiques du gouvernement pour préparer ces libérations.

Dans son interview au Financial Times, Roy Medvedev indique que ces mesures doivent normalement faire suite à celle dont vient de bé-

ficier Andreï Sakharov. Il ne s'attend pas toutefois à une amnistie générale en faveur de tous les prisonniers politiques, dont il estime le nombre total entre deux mille et deux mille cinq cents.

Toujours selon Roy Medvedev, la mort en détention le 8 décembre d'Anatoli Marzhenko a joué un rôle déterminant dans la décision des autorités de libérer Andreï Sakharov. Moscou ne voulait pas courir le risque que l'académicien — ou son épouse, M<sup>lle</sup> Elena Bonner — subisse le même sort, éventuellement à la suite d'une nouvelle grève de la faim.

Sakharov en direct  
à la télévision américaine

De retour la semaine dernière à Moscou après sept années d'exil intérieur à Gorki, l'académicien Andreï Sakharov a pu être interrogé en direct, à partir de studios soviétiques, par plusieurs chaînes de télévision américaines. Il a eu outre un accordé des interviews à diverses publications américaines, dont le New York Times, le Washington Post et Newsweek.

Dans ses déclarations, Andreï Sakharov a notamment indiqué qu'il continuerait à plaider pour la libération des prisonniers politiques mais qu'il n'entendait pas prendre la tête du mouvement pour la défense des droits de l'homme en URSS. « Je veux me consacrer davantage à la science », a-t-il dit. Les années passées et c'est très important pour moi.

Interrogé, d'autre part, au sujet de l'initiative de défense stratégique — ou « guerre des étoiles » — du pré-

sident Reagan, l'académicien a déclaré : « Je crois que, dans un avenir lointain, cette IDS sera une possibilité pratique mais elle sera toujours impossible d'un point de vue stratégique militaire (...). Tout adversaire de taille disposant d'un niveau de technologie suffisamment élevé peut toujours venir à bout des réalisations technologiques de l'autre partie, et il n'y aura même pas besoin d'investir autant de ressources que la création de l'IDS. »

Andreï Sakharov a cependant critiqué la position adoptée par l'URSS qui consiste à lier tout progrès dans d'autres secteurs du contrôle des armements à un accord préalable sur une limitation des recherches sur l'IDS. « C'est, a-t-il dit, un moyen trop rigide de résoudre le problème. » — (Reuter, AFP, AP.)

Une cinquantaine d'émigrés soviétiques  
aux Etats-Unis regagnent leur pays natal

New-York (AFP, AP). — Une cinquantaine d'émigrés soviétiques désirant retourner dans leur pays natal se sont embarqués dimanche 28 décembre à New-York, d'où ils devaient s'envoler pour Moscou à bord d'un vol de l'Aeroflot. C'est le plus important groupe de Soviétiques à regagner ainsi leur pays d'origine en quelques mois, a indiqué un membre de l'ambassade d'URSS à Washington. En octobre et novembre, dix-sept émigrés étaient rentrés en URSS en deux groupes.

Au moins sept personnes en partance dimanche avaient acquis la nationalité américaine, plusieurs membres du groupe sont de confession juive et beaucoup vivaient aux Etats-Unis depuis six à huit ans. « Il ne pouvait pas s'habiller au mode de vie américain », a expliqué M. Zhvakine, vice-consul sovié-

que, venu spécialement de Washington pour les formalités de départ.

Dans les bagages du groupe figuraient de nombreux appareils électroniques et des vêtements achetés à New-York. « Ils ne trouvaient pas de tel article à Moscou », a reconnu le vice-consul, précisant que certains candidats au retour devaient modifier leurs habitudes une fois en URSS.

Ces émigrés occupaient les emplois les plus divers : chauffeurs de taxi, médecins, musiciens, artistes.

En octobre dernier, à Washington, un diplomate soviétique avait affirmé à la presse que plus d'un million d'émigrés venant d'URSS et résidant aux Etats-Unis avaient demandé à retourner dans leur pays.

## A TRAVERS LE MONDE

## Espagne

Nouveaux attentats  
antifrançais

Guecho. — Deux attentats à l'explosif ont été commis dimanche 28 décembre contre les locaux des concessionnaires Peugeot-Talbot et Renault à Guecho (Pays basque espagnol), provoquant des dégâts mais pas de victimes. Les deux concessionnaires se trouvent dans la même rue.

Les attentats n'avaient pas été revendiqués lundi matin, mais la police estime qu'ils sont le fait de l'organisation indépendantiste basque ETA-militaire qui mène une campagne contre les intérêts français en Espagne.

Quelques heures avant ces explosions, quatre hommes, soupçonnés d'appartenir à un commando de l'ETA-militaire, ont été arrêtés à Saint-Sébastien en possession d'armes et d'explosifs. José Alberto Ambrós Puerto, Mikel Gotzon Zumarraga, Joaquín María Aldoniz et Juan José Victoria sont soupçonnés d'avoir participé à deux attentats à l'explosif et au mitraillage de deux camions français.

A leur domicile et dans une cache à Saint-Sébastien, la police a saisi des mitraillettes, quatre revolvers, des explosifs, des détonateurs, ainsi que des documents se référant à l'organisation de prochains attentats contre les forces de l'ordre. — (AFP.)

## Etats-Unis

M. Stockman critique  
l'« obstination »  
de M. Reagan  
en matière budgétaire

Washington (AFP). — M. David Stockman, ancien responsable du budget dans le gouvernement américain jusqu'en 1985, vient de lancer une vive critique contre la politique suivie en ce domaine par le président Reagan. « L'économie et le gouvernement américains sont totalement dévastés par l'obstination du quarantième président des Etats-Unis », écrit M. Stockman dans une postface, mise à jour, de son récent essai Le Triomphe de la politique.

Lorsque M. Reagan quittera la Maison Blanche, le déficit accumulé pendant les huit années de sa présidence aura dépassé « le montant de 1 500 milliards de dollars », poursuit M. Stockman. Le prochain président héritera alors d'une dette fédérale qui sera pratiquement triplée, souligne-t-il.

Bien qu'il ait dirigé la préparation d'un livre, quatre des budgets de M. Reagan, M. Stockman accuse à demi-mot le président de démagogie. M. Reagan, écrit-il, n'a livré qu'une « guerre factice aux dépenses » fédérales et n'utilise sa popularité que dans un seul but : mobiliser les électeurs contre les hausses d'impôts nécessaires.

## République

## sud-africaine

Un centre d'essais  
de missiles nucléaires  
sur l'île Marion ?

L'Afrique du Sud, qui dispose d'une base météorologique sur l'île Marion, à 2 000 kilomètres de ses côtes, dans l'Antarctique, aurait décidé d'y construire aussi une piste d'atterrissage pour des avions gros porteurs Hercules, dans le cadre d'un projet plus ambitieux visant à créer un centre d'essais de missiles nucléaires, écrit l'hebdomadaire britannique l'« Observer » dans son édition du dimanche 28 décembre.

Le gouvernement de Pretoria affirme que cette piste servira à la base météorologique, mais les experts militaires en doutent, selon l'« Observer », qui cite un ancien directeur de l'Institut international des recherches sur la paix de Stockholm, le docteur Frank Barnaby : « L'Afrique du Sud a probablement fait exploser un engin nucléaire dans cette zone en 1979 et la piste sera vraisemblablement des implications militaires. »

## Pakistan

Progrès  
dans les discussions  
avec l'Inde

Un satellite américain a détecté en 1979 un éclair dans l'océan Indien, près de l'île Marion, et de nombreux experts militaires estiment qu'il s'agit d'un essai nucléaire sud-africain avec l'aide indienne.

Ces spéculations sur une collaboration nucléaire entre Pretoria et Islamabad ont été renforcées récemment par des révélations de Mordechai Vanunu, l'expert nucléaire enlevé par les services secrets israéliens et jugé actuellement en Israël, faisant état de visites fréquentes de chercheurs israéliens en Afrique du Sud.

Des discussions entre l'Inde et le Pakistan sur la normalisation de leurs relations ont eu lieu le week-end dernier à Islamabad. Les secrétaires des ministères des affaires étrangères des deux pays, l'indien A.P. Venkateswaran et le Pakistanais Abdoul Sattar, ont achevé, dimanche 28 décembre, deux jours de pourparlers et doivent se rencontrer à nouveau l'année prochaine en Inde. Au cours d'une conférence de presse, ils ont reconnu que le processus de normalisation était lent, mais M. Venkateswaran a assuré que d'importants progrès avaient été enregistrés sur la voie d'un accord interdisant des attaques mutuelles sur les centrales nucléaires des deux pays. — (Reuter.)

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
LA FRANCE  
3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE  
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, diplomatie, puissance économique et sociale. Les armes chimiques et nucléaires. Dossier : 2<sup>e</sup> dossier hebdomadaire mondial (sans publicité). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 90 F. France des Editions.

FRANÇOIS DE PREUIL  
49560 NUEL-SUR-LAYON

En vente à Paris : Librairie OGMOS / 42-44-99-30

16, rue des Fossés (1<sup>er</sup>)

Librairie Desguignes / 45-55-57-55

27, av. Desguignes (7<sup>e</sup>)

daniel hechter  
Saint Germain des Prés

soldes

146, Bld Saint Germain. Tél. 43.26.96.36

la radio de NT  
des « hésitants »



## Asie

SRI-LANKA : amorce d'une réelle négociation ?

### Premiers contacts directs entre officiels et séparatistes tamouls

NEW-DELHI  
de notre correspondant

La cause est entendue. Pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, un collier de fleurs même accroché en public par un député cinghalais au cou d'un rebelle tamoul n'annonce la paix. Reste que, pour la deuxième fois en une semaine, les représentants de la majorité ethnique sri-lankaise ont rencontré samedi les maquisards armés d'une minorité en lutte, que les entretiens de sont déroulées en plein basting tamoul et dans une atmosphère bon enfant, et qu'il n'est pas exclu que ces contacts se reproduisent.

La rencontre initiale entre les mêmes protagonistes avait eu lieu le samedi précédent au même endroit et s'était conclue par le premier échange de prisonniers entre gouvernements et rebelles. Deux officiers cinghalais ont été rendus à leurs familles en échange de la libération de deux maquisards, parmi lesquels un célèbre combattant tamoul dont la tête était mise à prix par Colombo et qui était emprisonné sous une fausse identité. Les contacts initiaux ont également permis l'établissement d'une trêve des combats pour Noël qui a été respectée et qui semble tenir depuis quatre jours.

Cette seconde « mission de bons offices » à laquelle ni le gouvernement sri-lankais ni les rebelles ne veulent pour l'instant accorder le label officiel — bien que le délé-

gation ait voyagé de Colombo à Jaffna dans un avion militaire — était conduite par M. Vincent Pereira, un député cinghalais (chrétien) du parti au pouvoir et comprenait trois autres notables, dont un Tamoul. Du côté des maquisards, les entretiens étaient dirigés par M. Krishnakumar, plus connu sous son nom de guerre « Kisu », en sa qualité de commandant des Tigres libérateurs de l'Est tamoul (LTTE) pour la région de Jaffna.

Rien n'a transpiré de la substance des entretiens en dehors de ce que Kisu a bien voulu dire à savoir : « Aucune négociation directe n'aura lieu avec Colombo tant que les trois mille prisonniers politiques tamouls — retenus au titre de la loi sur la prévention du terrorisme — n'auront pas été libérés ». En clair, c'est bien de conditions, de préliminaires à la mise en œuvre d'un dialogue direct entre Colombo et la rébellion qu'il s'agit. Une question pendant trois heures entre M. Pereira et les représentants du principal groupe de guérilla tamoul.

L'un des objectifs de la médiation indienne, qui se poursuit depuis trois ans et qui semblait récemment dans l'impasse, serait-il ainsi en voie de réalisation ? New-Delhi, qui était parvenu à imposer ce type de pourparlers directs mais en présence de diplomates indiens, en 1985, au Bhoutan, se garde en tout cas de tout triomphalisme. L'ambassadeur indien à Colombo, interrogé dimanche sur la portée de la rencontre de Jaffna, s'est contenté de répondre

qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure sri-lankaise ». Remarquable discrétion oratoire exprimée moins de dix jours après la fin des visites dans la capitale sri-lankaise des deux ministres indiens en charge de l'implication inter-ethnique.

Officiellement, les envoyés spéciaux de M. Rajiv Gandhi sont restés à Delhi les mains vides. Le vieux président sri-lankais, M. J. R. Jayewardene, ne veut toujours pas entendre parler d'un lien géographique entre le nord tamoul, qui deviendrait éventuellement autonome, et une ou deux régions de l'est, où les Tamouls sont également majoritaires. Or, il s'agit là, en principe, d'une exigence minimale de la guérilla. Sous la pression indienne, les Tigres ont déjà de facto renoncé à ce qui faisait l'essence de leur credo, à savoir la création à Sri Lanka d'un Etat tamoul indépendant, le fameux Eelam. Pas question pour eux d'aller plus loin dans la voie des concessions forcées.

#### La prééminence des LTTE

Pas question non plus, pour New-Delhi, de jouer sur les vivres entre les cinq clans armés tamouls en faisant accepter par l'un ce qui est rejeté par l'autre. La tactique a déjà été employée dans le passé et n'a pas donné de résultats probants. Il y a plusieurs mois déjà que New-Delhi comme Colombo se sont fait à l'idée qu'un accord est possible sans l'assentiment des Tigres.

La prééminence des LTTE sur le terrain sri-lankais n'a d'ailleurs fait que s'accroître ces dernières semaines après la liquidation, par les armées de deux groupes rivaux (TELO et les ERLF) (1), qui avaient encore quelque influence à Jaffna. Les combats fratricides ont fait environ de deux cents morts et se poursuivent épisodiquement dans l'est de l'île. L'hégémonie des LTTE est désormais si bien établie dans le nord que le groupe, faisant fi de l'opposition indienne à cette idée, devait établir, le 1<sup>er</sup> janvier à Jaffna, un « secrétariat permanent de l'Eelam » qui sera chargé, entre autres, de lever les impôts et les taxes, d'imprimer et de distribuer les timbres, d'assurer les services postaux, la police et la justice. Il est même question de frapper une monnaie.

Bref, bien qu'ils aient précisé qu'il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'une déclaration unilatérale d'indépendance, les Tigres sont bel et bien en train de constituer une sorte de gouvernement provincial. Il est urgent pour la sécurité des populations civiles qu'ils contrôlent que les LTTE reviennent à la table des négociations. C'est apparemment, sans en avoir l'air, ce que la nouvelle et discrète approche de la diplomatie indienne est peut-être en passe de réussir.

PATRICE CLAUDE.

(1) Un troisième groupe, le PLOTE, a été fermement invité à quitter la péninsule du nord par les LTTE et s'est apparemment empressé d'obtempérer.

AFGHANISTAN : le septième anniversaire de l'intervention soviétique

### La presse de Moscou affiche l'optimisme

A l'occasion du septième anniversaire de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, le président Reagan a demandé à Moscou de mettre un terme à « cet acte flagrant d'agression ». Dans un communiqué diffusé samedi 27 décembre, le chef de la Maison Blanche a invité la communauté internationale à soutenir la résistance.

En revanche, la presse soviétique s'est félicitée des « changements positifs » intervenus, selon elle, en 1986 en Afghanistan. « La situation politico-militaire s'est stabilisée, et l'économie s'est renforcée », estime l'agence Tass, tandis que la Pravda écrit de son côté : « Des sections toujours plus larges de la population afghane, incluant des représentants de ceux qui avaient cédé à la fausse propagande des forces contre-révolutionnaires, se joignent au processus pacifique de développement économique et social du pays ».

L'agence Tass signale, de son côté, qu'un avion de ligne afghan a été touché par un missile de fabrication américaine tiré par des résistants alors qu'il s'apprêtait à atterrir à Kaboul. Tass affirme qu'il n'y a pas eu de victimes. Radio-Kaboul a annoncé, pour sa part, la capture de « deux espions de la CIA » dans le centre du pays, sans préciser leur nationalité ni leur identité.

Des manifestations contre l'intervention soviétique ont eu lieu dans plusieurs capitales. A Paris, une centaine de personnes se sont réunies aux abords de l'ambassade de l'URSS aux cris de « Gorbatchev assassin ! », alors qu'un important dispositif policier protégeait la chancellerie soviétique.

#### INDE

### Appel à la grève générale au Pendjab

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Plus d'une centaine d'activistes sikhs ont été arrêtés, dimanche 28 décembre, et les forces de sécurité placées une nouvelle fois en état d'alerte maximum au Pendjab, après l'appel à la grève générale lancé pour lundi et mardi par plusieurs organisations radicales sikhs. Pour éviter les désordres, les services de la plupart des trains et des autocars ont été suspendus, et ceux qui circuleraient seront gardés par des hommes en armes.

Lancé par deux fractions de la Fédération des étudiants sikhs (AISF) et soutenu par la branche dissidente de l'Alkali Dal, le parti religieux au pouvoir dans l'Etat, l'ordre de grève vise, d'une part, à protester contre la confirmation, par la Haute Cour de New-Delhi, de la condamnation à mort des trois assassins sikhs d'Indira Gandhi, et, d'autre part, à obtenir la libération de tous les détenus politiques sikhs.

Les autorités de l'Etat, qui ont imposé le couvre-feu sur la ville sainte d'Amritsar, après les désordres de samedi provoqués par l'assassinat de dix personnes, dont un dirigeant local hindouiste du parti de M. Gandhi, ont interdit tout rassemblement sur la voie publique. Le Dandami Takal, séminaire fondamentaliste sikh, jadis dirigé par Bhindranwale, « grand prêtre » de la sécession au Temple d'or en 1984, ainsi que le United Akali Dal, organisation extrémiste conduite par le propre père du grand prêtre, soutiennent l'appel à la grève.

P. C.

#### PHILIPPINES

### L'hebdomadaire « Time » sacré M<sup>re</sup> Aquino « personnalité de l'année »

La présidente philippine a été sacrée personnalité de l'année 1986 par le magazine américain Time, qui a voulu saluer ainsi la détermination et le courage dont elle a fait preuve dans son combat pour rétablir la démocratie dans son pays. Elle a « ressuscité » le « sens de l'identité » et le « fierté » des Philippines, expliquent Time dans son dernier numéro.

A Manille, plusieurs centaines d'opposants ont réagi, dimanche, en brûlant des piles de magazines. Les manifestations, des parades de Maros, selon la police, ont également jeté dans le brasier des revues et journaux locaux dans lesquels étaient publiées des photos de M<sup>re</sup> Aquino et de ses ministres. — (Reuters)

● CHINE : décès du général Huang Kechang. — Ancien compagnon de Mao et ancien de la Longue Marche, Huang Kechang est décédé, dimanche 28 décembre à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

[Entré au Parti communiste en 1927, compagnon de Mao l'année suivante, Huang Kechang avait pris part à la Longue Marche de 1934-1935. Un des principaux commandants de la VIII<sup>e</sup> armée de route et de la nouvelle IV<sup>e</sup> armée au cours de la guerre contre le Japon, il avait joué un rôle décisif dans la prise de Pékin et de Tianjin lors de la guerre civile contre les nationalistes.]

Devenu chef d'état-major de l'Armée de libération populaire en 1958, depuis l'année suivante, il avait été accusé de « droitisme », en 1967, lors de la révolution culturelle, et avait disparu de la scène politique jusqu'à sa réhabilitation en 1977. Il fut alors nommé membre du comité central du Parti communiste. Il avait démissionné de tous les postes qu'il occupait, comme plusieurs dirigeants âgés, lors de la conférence du parti de septembre 1985.]

## Afrique

ALGERIE : après les émeutes de Constantine et de Sétif

### Le comité central du FLN examine le dossier de l'éducation

Alger (AFP). — Le comité central du FLN algérien (parti unique) a ouvert, dimanche 28 décembre, sa dix-septième session, consacrée aux secteurs qui causent le plus de soucis en Algérie (éducation, habitat et santé), alors que le débat entre partisans de l'« ouverture » et ceux qui défendent les « acquis sociaux » ne semble toujours pas tranché.

Parmi les dossiers examinés, celui de l'éducation retient particulièrement l'attention, en raison des violences qui ont eu lieu début novembre à Constantine et à Sétif, dans l'Etat algérien, et qui ont eu pour origine des manifestations d'étudiants réclamant une amélioration de leurs conditions sociales.

Deux cent mille étudiants et près de cinq millions d'enfants scolarisés, bénéficiaires de la « décentralisation de l'enseignement », engagé par le pays dès le lendemain de l'indépendance, absorbent un quart du budget de l'Etat. Cette proportion a encore été maintenue dans la loi de finances pour l'année 1987, qui a reconnu un déficit budgétaire pour la première fois depuis l'indépendance du pays.

Le comité central pourrait être de nouveaux membres au bureau politique, notamment pour remplacer le général Mohamed Benbouci (membre suppléant du BP), dont le départ est considéré comme probable après sa récente démission, pour raisons de santé, du poste de chef d'état-major de l'armée, estime-t-on dans les milieux informés. En outre, les ministres des finances et de la

justice sont traditionnellement membres du bureau politique, alors que les titulaires actuels de ces portefeuilles depuis le remaniement de février dernier, M<sup>rs</sup> Abdelaziz Khellaf et Mohamed Cécil Kharrabi, n'en font toujours pas partie.

Cette session se tient alors que le débat se poursuit entre les deux principaux courants politiques sur les moyens de faire face à la crise économique provoquée par une baisse de 4 milliards de dollars des revenus extérieurs de l'Algérie, après la chute brutale des prix du pétrole.

Ce débat est animé par deux hebdomadaires, *Algérie-Aktualité*, journal gouvernemental qui défend la « vérité des chiffres dans l'économie », et *Révolution africaine*, organe central du FLN, partisan de « la voie socialiste avec des réajustements imposés par la crise ».

Les deux courants plaident souvent leurs arguments dans les mêmes textes, en les interprétant chacun à son avantage. Ainsi, commentant un discours prononcé la semaine dernière par le président Bendjedid Chadli, le directeur d'*Algérie-Aktualité*, M. Kamel Belkacem, estime que le chef de l'Etat « somme le plus d'une longue période d'instabilité, résultat d'un dirigisme excessif de la planification et de la tutelle ». A l'opposé, M. Zoubir Zemzoum, directeur de *Révolution africaine*, y trouve « la confirmation de la continuité révolutionnaire, l'irréversibilité des choix et l'intangibilité des acquis ».

#### TCHAD

### La radio de N'Djamena s'inquiète des « hésitations » de Paris

Les combats se poursuivaient dimanche 28 décembre en Tibesti entre soldats libyens et partisans de M. Goukouni Oueddei, sans évolution notable de la situation. Les informations selon lesquelles la colonne des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), envoyée en secours des Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei, serait arrivée à destination dans le Nord n'étaient pas confirmées dimanche à N'Djamena. Cette colonne aurait franchi le seizième parallèle il y a quelques jours.

M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, qui avait rencontré le président Hissène Habré le 26 décembre, a déclaré samedi à Yaoundé que la position française n'avait pas changé et qu'il n'y aura « pas d'intervention au nord du seizième parallèle ».

La radio tchadienne intensifie cependant ses critiques contre la France et les Etats-Unis, accusés de ne pas s'occuper suffisamment du régime de N'Djamena dans sa lutte contre les Libyens. « La France, qui vend des armes à la Libye, doit connaître la disproportion entre l'arsenal libyen et l'aide militaire qu'elle consent au Tchad », a dit le commentateur. La radio a dénoncé d'entre par le concept de « zone tampon » au nord du Tchad, « une manière insidieuse d'occuper l'occupation libyenne ». « Peut-être cette vision est-elle la principale explication des hésitations de la part des pays amis quant à une aide conséquente pour permettre aux FANT de bouter définitivement hors du Tchad la soldatesque libyenne », a conclu la radio. — (AFP, Reuters).

#### CENTRAFRIQUE

### Le procès de Bokassa durera jusqu'au 27 mars

Bangui (AFP, Reuters). — La session de la cour criminelle centrafricaine consacrée à l'affaire Bokassa, est prolongée jusqu'au 27 mars, a annoncé, vendredi 26 décembre, le président Edouard Frank, au cours de la neuvième audience du procès de l'« empereur ». Cette session devait s'achever samedi, et sa prolongation a été décidée par décret du ministre de la Justice.

La neuvième audience a été consacrée à l'audition de témoins à propos de l'arrestation et de la mort de Bokassa, en 1973, de Gaston Kongo, officier supérieur de l'état-major de l'armée centrafricaine. Le sort de quatre autres officiers disparus à la même époque a également été évoqué. Pour chacun d'eux, Bokassa a conservé le système de défense qu'il a adopté depuis

l'ouverture du procès : « J'ai ordonné l'arrestation de ces militaires car ils complotaient contre la sûreté de l'Etat. Ils ont été emprisonnés sans jugement, je reconnais cette responsabilité, mais je n'ai jamais donné l'ordre de leur aucun d'être exécutés ».

L'intérêt suscité par le procès semble s'être vite épuisé, et Bokassa n'était défendu vendredi, dans une salle pratiquement vide, que par un seul de ses quatre avocats.

Ses deux défenseurs français, qui avaient demandé que le procès soit ajourné d'une semaine en raison de sa mauvaise santé, sont rentrés en France le 23 décembre et devraient regagner Bangui, en début de janvier.

# GALERIES LAFAYETTE



## SOLDES

JUSQU'AU 10 JANVIER

# JANVIER GAGNANT!

GALERIES LAFAYETTE



## ÉDUCATION

## POINT DE VUE

## Transformer l'essai

par Jean-Pierre Chevènement  
député (PS) et maire de Seltorf,  
ancien ministre  
de l'éducation nationale

UNE nouvelle génération est née : en s'opposant victorieusement à un projet de gouvernement, les lycéens et les étudiants ont fait une expérience hautement instructive. En quelques jours ils ont rencontré la réalité d'une société et d'un gouvernement, une réalité qui n'est pas particulièrement tendre.

Ils voulaient dire leur mot sur leurs affaires, sur les lycées, sur l'université. Ils ont trouvé en réponse l'hypocrisie, la condescendance et, pour finir, les menaces. Ils ont enfin appris les vertus de l'action collective. Tout cela, ils ne l'oublieront pas.

● Ce que nous dit le mouvement de la jeunesse.

Le mouvement de la jeunesse a mis un coup d'arrêt aux excès de l'idéologie libérale. D'abord en tant que libéralisme, défenseur de la société civile et de l'individu contre l'Etat, le libéralisme n'a pas tardé à se montrer sous un autre jour : la droite, puis, derrière elle, la droite extrême.

Il est heureux que la jeunesse se soit levée pour dire : Non ! nous ne nous reconnaissons pas dans cette idéologie qui vante l'individualisme, qui est soucieuse de liberté pour les plus forts et laisse les faibles dans ses marges. Elle n'a pas hésité non plus à rejeter le mythe américain, cher à nos libéraux. Et ce rejet qui est pu paraître archaïque ou suspect à plus d'un est désormais aussi moderne qu'innocent.

Louis Pauwels ne s'y est pas trompé. Lui qui croyait en septembre que les jeunes Français avaient fait leur la devise pétaunienne n'a pas eu de mots assez oratoires en décembre pour se venger de ceux qui lui infligeaient le plus d'ingratitude des démentis.

Mais il y a aussi un message positif dans le mouvement de la jeunesse : c'est l'affirmation renouvelée des valeurs républicaines. Il est très significatif que cette jeunesse qui n'avait pas fait du Capital son fétiche se soit rattachée au fond solide de cette tradition. « Liberté, égalité, fraternité », ont écrit les étudiants sur les murs de la Sorbonne. « Partons, partons d'un même pied, c'est ça, l'égalité », chantaient des lycéens de Roissy. Les uns et les autres ont perçu, avec acuité, que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité étaient aujourd'hui encore des valeurs morales, pour peu qu'on les prenne au sérieux.

Les jeunes veulent trouver leur place dans la société de demain. Ils savent que, pour cela, ils doivent travailler, acquiescer une qualification. Ils savent que pour satisfaire cette aspiration légitime, la compétition sera sévère. Au moins demandent-ils le droit à l'égalité

des chances, et ce droit n'est pas moins légitime.

● Ce que nous devrions lui dire.

Beaucoup d'hommes politiques se défendent de vouloir récupérer le mouvement de la jeunesse. Rien ne serait plus irresponsable en effet que de vouloir le séduire par la démagogie. Nous devons au contraire rechercher, avec les jeunes, sans balaier avec la réalité, les éléments d'une politique de l'enseignement supérieur qui concilie leurs aspirations et les besoins du pays.

Or, comme l'a très justement fait remarquer Jacques Julliard, il ne suffit pas de s'opposer au projet de loi Devaquet (1) pour bâtir une politique de l'enseignement supérieur.

Voici donc les éléments que je verse à cet important dossier.

● Maintenir le cap dans les lycées

Si nous voulons plus d'étudiants, il nous faut plus de bacheliers et donc plus de lycéens : deux millions en l'an 2000, au lieu d'un million trois cent mille actuellement. L'objectif consistant à conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat peut faire l'unanimité. Cela suppose des moyens financiers. Mais cela suppose aussi une diversification des filières d'accès au baccalauréat.

Au mois d'avril dernier, Monory a jugé bon d'abolir les dispositions que j'avais prises et qui avaient reçu l'assentiment des organisations syndicales. Il a entrepris une réforme qu'il a dû remettre et prétend maintenant qu'on ne peut plus rien changer — pas même une virgule — dans l'éducation nationale.

Tout l'effort de réflexion et d'action mené par Alain Savary et moi-même, notamment à la suite du rapport Prost sur les lycées, se trouve donc anéanti. Les conditions pédagogiques ne sont plus réunies pour atteindre l'objectif des 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat. Nous devons y revenir pour maintenir le cap.

● Une loi de programmation pour l'enseignement supérieur

Nos universités ne sont pas les pétauneries que dénonçait récemment le gouvernement, mal inspiré par quelques universitaires rétrogrades. On y fait souvent de l'excellent travail, et beaucoup apportent éventuellement la compensation avec leurs homologues étrangers.

Le principal défaut de notre enseignement supérieur, c'est qu'il accueille trop peu d'étudiants avec trop peu de moyens. Il n'est pas déraisonnable d'envisager l'objectif de deux millions d'étudiants au tournant du siècle. Atteindre un tel objectif requiert que soient remplies plusieurs conditions :

● La programmation des moyens budgétaires. — Le budget de l'enseignement supérieur est aujourd'hui de 22 milliards de

francs. Si nous voulons doubler le nombre des étudiants d'ici à une vingtaine d'années, ce sont 2 milliards à 3 milliards de francs de plus chaque année qu'il faudra affecter à l'enseignement supérieur. Une telle progression ne peut être assurée sans la garantie d'une loi de programmation, comme pour la défense nationale et la recherche.

Ces crédits devraient être consacrés non seulement à l'ouverture de formations nouvelles, mais aussi à l'amélioration des conditions d'études, des moyens pédagogiques et du cadre matériel des universités, qui sont souvent dans un triste état.

La multiplication et la diversification des premiers cycles. — C'est dans le premier cycle que les progrès quantitatifs et qualitatifs les plus importants doivent être réalisés. La diversification des premiers cycles et l'augmentation de leurs capacités d'accueil sont étroitement liées. Plus les jeunes seront nombreux à entrer dans l'enseignement supérieur, et plus il faudra répondre à la diversité de leurs besoins et de leurs aptitudes.

Les lycées devraient ici jouer un rôle accru, autant avec les classes préparatoires aux grandes écoles qu'avec les sections de techniciens supérieurs. Plus proches des jeunes et des familles, les classes post-baccalauréat des lycées sont souvent un élément de la démocratisation de l'enseignement supérieur.

La préparation à la vie active. — L'Université doit continuer d'offrir à tous ceux qui le souhaitent la possibilité d'accéder au savoir et à la culture désintéressée, comme elle doit permettre aux spécialistes de poursuivre des recherches pointues.

Mais elle doit proposer aux jeunes qui le demandent, en nombre toujours croissant, des formations professionnalisées débouchant directement sur la vie active et permettant les reconversions ultérieures. C'est un des mérites de la loi en vigueur que d'avoir encouragé la création de telles formations. De même, la loi de programmation sur les enseignements technologiques votée en 1985 a-t-elle prévu la création de cinq universités de technologie.

La professionnalisation des formations ne va pas sans un rapprochement toujours nécessaire des universités et des entreprises. Ne l'oublions pas : la finalité de la formation, pour l'immense majorité des jeunes, c'est l'emploi.

C'est dans cette perspective d'expansion que le problème à la fois réel et complexe de l'orientation des étudiants peut être résolu. L'orientation doit tenir compte à la fois des aspirations des étudiants et des besoins économiques, sociaux et culturels du pays.

Nous avons deux catégories d'établissements en France : ceux qui recrutent de manière sélective (45 % des étudiants), soit pour des filières longues (grandes écoles, lycées), soit pour des filières courtes (IUT ou BTS) et ceux qui ouvrent leurs portes à tous les bacheliers.

Cette coexistence particulière n'a pas que des avantages : si j'ai créé des « magistères », c'est pour permettre aux universités de soutenir la concurrence des grandes écoles. Mais elle n'a pas non plus des inconvénients : elle évite de figer prématurément le destin des étudiants. Elle est en outre très ancrée dans les traditions françaises. Un bouleversement total n'aurait donc guère de sens.

Il n'est pas certain que la frontière entre les filières sélectives et celles qui ne le sont pas soit convenablement fixée. Faut-il ou non la déplacer ?

Cinq questions méritent en outre d'être posées :

- 1) Le développement de l'enseignement supérieur nécessite une vigoureuse politique de bourses. Comment l'aménager ?
- 2) L'information des étudiants sur leur avenir est insuffisante. Comment la développer ?
- 3) Chacun doit pouvoir reprendre ses études. Comment organiser la formation continue pour donner une deuxième chance à tous ?
- 4) Serait-il possible et utile d'organiser à l'Université pour une même discipline (par exemple) certains enseignements diversifiés correspondant à des perspectives d'études différentes (plus professionnelles pour l'aspirant élève de notre et plus théoriques pour l'aspirant à l'agrégation de droit ?).

5) Dans les très grandes villes et surtout à Paris, le problème de la répartition des étudiants dans les universités est bien mal résolu. Que faire ?

A l'Université comme ailleurs, il faut permettre à chacun de poursuivre ses études dans la perspective de la réussite.

Ce sont là des propositions et des questions pour un débat que les étudiants ont justement soulevé et qui devrait être conduit dans l'esprit de la démocratie. Pour transformer l'essai, l'effort à consentir sera de toute façon de grande ampleur. A la mesure de l'enjeu : celui de l'avenir des jeunes, inséparable de l'avenir de la France.

1) Pour couper court à quelques rumeurs d'avant congrès, je rappelle que le 14 novembre, je n'ai fait dans le *Lettre de République* moderne ni publiant, au mois de septembre, un dossier sans ambiguïté ; puis, le 3 novembre, dans la discussion du budget de l'éducation nationale, j'ai encore, avec mes collègues socialistes à l'Assemblée nationale, en proposant de substituer au projet de loi Devaquet une loi de programmation pour développer en grand l'enseignement supérieur.

## CATASTROPHES

Trente-six blessés dans une station des Hautes-Alpes

### La rupture d'une tête de pylône aurait été à l'origine de l'accident de télécabine des Orres

Sur les trente-six personnes blessées le samedi 27 décembre dans la chute de deux télécabines à la station des Orres (Hautes-Alpes), trente-quatre étaient encore hospitalisées lundi matin. Six d'entre elles, souffrant de fractures multiples, étaient dans un état grave, mais leurs jours ne semblaient pas en danger. Un tiers des victimes sont des enfants. Tous les blessés ont été accueillis dans les hôpitaux de Gap, Embrayon, Briançon, Sisteron, Marseille et Grenoble.

Les causes précises de l'accident, dû à la rupture d'une tête de pylône, posent un véritable « casse-tête »

#### Après le passage du cyclone Raja

#### Futuna coupée du monde

Le cyclone Raja, qui a ravagé la petite île française de Futuna dans le Pacifique, le vendredi 26 et le samedi 27 décembre, a fait un mort et deux blessés graves. Les vents violents, dont la vitesse atteignait 150 kilomètres/heure, ainsi que l'élévation du niveau de la mer provoquée par le cyclone ont causé de très violents dégâts matériels. Toutes les cultures vivrières de l'île, de même qu'une grande partie des maisons d'habitation ont été détruites. Même les édifices publics — hôpital, gendarmerie, bureaux de l'administration territoriale, pour tant construits en « dur » — ont été fortement endommagés.

Dès dimanche matin, des secours ont été organisés pour porter secours aux 4 200 habitants de l'île sinistrée. Deux avions Transal de l'armée ont décollé de Nouméa, chargés de vivres, de médicaments et de matériel de travaux publics. Mais compte tenu des conditions météorologiques, ils n'ont pu atteindre leur but et ont dû se poser sur l'île voisine de Wallis. Il était prévu d'attendre que la mer se soit calmée pour acheminer vers Futuna une partie du matériel de secours, par l'intermédiaire du cargo *Mon-III* qui assure des liaisons régulières entre Wallis, Futuna et Nouméa.

Cela pourrait avoir été fait dès ce lundi, dans la mesure où le cyclone Raja s'est éloigné de Futuna pour s'abattre sur deux îles au nord-est de l'archipel des Fidji. Il y a fait d'importants dégâts dans les plantations mais, semble-t-il, aucune victime.

● JAPON : grave accident ferroviaire. — Six personnes ont été tuées et six blessées, dimanche 28 décembre, lorsque les sept wagons d'un train ont tombés d'un pont enjambant l'autoroute sur une conservatoire de poisson, dans la ville de Kasumi, au nord de Kobe, sur la côte occidentale du Japon. Cinq victimes sont des ouvrières de la conservatoire, le système un cheminot. Selon la police, les sept wagons sont tombés du pont de 41 mètres de hauteur, alors que des vents très forts soufflaient sur cette région montagneuse. Seule la locomotive est restée sur le pont. — (AFP.)

## MÉDECINE

Le traitement d'une forme grave de paludisme

### Premiers succès de l'exsanguino-transfusion sur un adulte

Un jeune homme français atteint d'une forme grave de paludisme résistante vient d'être sauvé grâce à un traitement spectaculaire dans le service des maladies infectieuses et parasitaires, dirigé par le professeur René Roué, à l'hôpital militaire Bégin (Saint-Mandé). Ce traitement consiste à remplacer la totalité des cellules sanguines du malade lors d'une exsanguino-transfusion. Il n'a été mis au point que depuis peu et n'est encore que rarement utilisé en France.

Le militaire, âgé de vingt-six ans, avait contracté en Afrique de l'Ouest une variété de paludisme résistant aux formes habituelles de prévention médicamenteuse. Il était dans un état très grave lorsque les médecins de l'hôpital Bégin (des spécialistes des maladies infectieuses et des anesthésistes-réanimateurs travaillant en collaboration avec le centre de transfusion sanguine des armées) ont décidé de pratiquer une exsanguino-transfusion avec cytophères. Ce traitement consiste schématiquement à échanger une grande partie des

globules rouges du malade. Cet échange est effectué progressivement, le sang du malade étant « filtré » à l'extérieur de l'organisme, avant que le plasma ne lui soit restitué.

Il s'agit là d'un traitement complexe, qui doit, de plus, être pratiqué en urgence et qui nécessite, de ce fait, une très grande disponibilité médicale. A titre d'indication, le traitement mis en œuvre à l'hôpital Bégin a mobilisé huit médecins pendant toute une nuit et a réclamé l'utilisation de dix-sept culots globulaires. « Il faut bien préciser, ajoute le professeur Roué, qu'il s'agit d'un traitement d'une forme grave de paludisme, que ce soit ou non un paludisme résistante. Cette forme de traitement n'existe que depuis peu. Elle demeure en France une technique exceptionnelle. On n'en compte que quelques cas », explique le professeur Max Micoud (CHU de Grenoble), qui en a pour sa part réussi deux, il y a quelques semaines.

J.-Y. N.

## FAITS DIVERS

## Intempéries

### Avalanche meurtrière dans les Alpes

Les avalanches ont fait une victime, le dimanche 28 décembre, dans les Alpes françaises. Un skieur âgé de quarante-trois ans, Alain Tundocant, a été enseveli par une coulée de 400 mètres de long sur 200 de large, à 2 600 mètres d'altitude au-dessus de la station de sports d'hiver de La Four-d'Allas (Alpes-de-Haute-Provence). Il effectuait une randonnée au pic de Rognon, en compagnie de deux autres skieurs, son fils et un ami, qui sont indemnes.

Au mont Géroux, une avalanche a coupé deux pistes de ski de la station de Saint-Nicolas-de-Verdon (Haute-Savoie), non loin de Saint-Gervais. Quatre jeunes skieurs, âgés de quatorze ans à dix-neuf ans, ont été emportés. Ils ont pu être dégagés, et ont été hospitalisés, légèrement blessés, à Sallanches.

#### Rue de Crimée à Paris

### Emanations de gaz : quatre morts

Quatre personnes — trois jeunes femmes et un homme — ont trouvé la mort, intoxiquées par une fuite de gaz due à un chauffe-eau défectueux, le dimanche 28 décembre vers 19 heures, dans un appartement, 207 rue de Crimée, à Paris (19). Il s'agit de Nahma Ghomari, Nahma, dix-neuf ans, d'origine algérienne ; Amara Assam, dix-neuf ans, d'origine marocaine ; Maria Alice, vingt-cinq ans, d'origine portugaise ; et de son compatriote Salvador Aguiar-Sequeira, vingt-trois ans.

● RFA : Explosion due à une fuite de gaz : 7 morts. — Une explosion survenue samedi 27 décembre dans l'hôtel Rissener à Garmisch-Partenkirchen (Bavière), dont le bilan s'élevait dimanche matin à 7 morts et 12 blessés, est vraisemblablement due à une conduite de gaz défectueuse, selon la police. Parmi les blessés de cet accident, l'un des plus meurtriers jamais survenu dans un hôtel en RFA, quatre étaient toujours dimanche dans un état critique.

● Assassinat à Neuilly. — Une femme de quatre-vingts ans, Marguerite Meunier, a été assassinée samedi 27 décembre à son domicile de Neuilly-sur-Seine (Haute-de-Seine). Son ou ses agresseurs n'ont pas eu de mal à pénétrer dans l'appartement, situé au rez-de-chaussée. Des objets et des bijoux ont été dérobés. Assommée et étranglée, le larynx fracturé, la vieille dame s'est évanouie avant de mourir. C'est le petit-fils de la victime qui l'a découverte et a donné l'alerte.

● Incendie à Nantes d'un jeune homme accusé d'incendies volontaires. — Un jeune homme âgé de vingt et un ans, Frank Gautier, a été inculpé, le dimanche 28 décembre, d'incendies volontaires et écroué à la maison d'arrêt de Nantes (Loire-Atlantique) à la suite de plusieurs incendies d'origine criminelle qui s'étaient déclarés vendredi dans le centre de la ville. Frank Gautier, depuis le début de l'enquête, ne les faits qui lui sont reprochés, mais plusieurs indices permettaient d'établir sa culpabilité.

● ERRATUM. — Dans l'article consacré aux « hommes battus » (la *Monde* du 28 décembre), il fallait lire que 31 % des meurtres commis en 1980 (et non en 1988) au Canada l'ont été dans le cadre de la violence conjugale.

## REPÈRES

## Espace

### Le Brésil dans la course aux lanceurs

Le Brésil semble vouloir prendre une part dans le marché du lancement des satellites. Deux sociétés de ce pays, Engesa, fabricant d'armements, et Embraer, constructeur d'avions, viennent de fonder à cette fin une entreprise commune, Orbite, a révélé samedi 27 décembre la presse brésilienne. Selon le président d'Engesa, le Brésil devrait être en mesure de pratiquer des prix nettement inférieurs à ceux demandés par les Etats-Unis et l'Europe pour la mise en orbite de satellites. Et ce en raison de la situation très privilégiée

de sa future base de lancement, la base d'Alcantara, pratiquement située sur l'équateur. La nouvelle société devrait aussi produire deux missiles, l'un antiaérien, l'autre air-air.

### Contrat franco-japonais

La société française Spot-Image doit signer, fin janvier, un contrat avec l'agence spatiale japonaise (NASDA) pour l'implantation d'une station de réception des données transmises par le satellite d'observation de la Terre Spot.

Cette nouvelle station, qui devrait entrer en service en 1988, témoigne de l'intérêt porté à la société Spot-Image dont les recettes proviennent à 52 % de la France, à 22 % de l'Europe et du Proche-Orient et à 12 % des Etats-Unis.

## TERRORISME

● Vingt-six attentats revendiqués par l'ex-FLNC. — Dans un communiqué reçu, le samedi 27 décembre, à Ajaccio par plusieurs organes de presse, l'ex-Front de libération nationale de la Corse (FLNC) revendique vingt-six attentats en Corse et à Marseille. Le mouvement dissous confirme qu'il est à l'origine de « trois actions contre des banques à Marseille, à la suite du refus de la cour de Poitiers de remettre en liberté Félix Tormes », et revendique,

« la nuit du 20 au 21 décembre dans la région bastiaise, vingt-deux actions, plus l'action contre la caserne Battisti à Ajaccio ». « Ces actions, ajoute l'ex-FLNC, sont une riposte aux dernières condamnations visant des nationalistes (...) et aussi un avertissement face aux manœuvres (...) qui tendent à intensifier l'opinion en faisant croire que drogue et nationalisme sont liés comme certains rêvent de voir Mafia et nationalisme. »

EXPOSITIONS

L'in

INEMA

Co

Une collect

Dimanche 28 décembre 1986  
médiateur un plus grand rôle  
de médiation entre les  
deux camps. L'objectif est  
de parvenir à une solution  
qui satisfasse les deux  
parties. Les négociations  
se poursuivent dans un  
cadre de confiance et de  
coopération. Les deux  
camps ont exprimé leur  
volonté de travailler  
ensemble pour résoudre  
les problèmes qui les  
opposent. Les négociations  
se poursuivront jusqu'à  
ce qu'une solution  
satisfaisante ait été  
trouvée.



EXPOSITIONS

Rodin à Londres

L'intelligence de la création

L'exposition la plus « pédagogique » à Hayward Gallery, qui montre les rapports entre les idées, les techniques et les œuvres.

Londres pendant les fêtes de fin d'année, c'est la fin de la civilisation, la porte de l'enfer. La plupart des expositions s'achèvent aux alentours du 20 décembre, et c'est un miracle inexplicable que se poursuive à la Tate Gallery jusqu'au 5 janvier « L'âge d'or de la peinture écossaise ». Les survivants de la dinde aux marrons seraient tort de redouter la une peinture lointaine, exotique, d'intérêt secondaire : si l'écossisme nationaliste a ses limites, c'est « l'âge d'or » (1707-1843) a produit les compositions charnelles autant qu'épiques d'un Gavin Hamilton, l'imaginaire Runciman, des peintres plus internationalement connus comme Ramsay et Raeburn, et surtout, d'une école par inclination personnelle, l'École écossaise, représentée par la grande, prolifique de Sir David Wilkie.

De l'autre côté de la Tamise, la Hayward Gallery accueille Auguste Rodin pour un mois encore, défilé de grâce attribuable peut-être à la francophilie des organisateurs. On a leur amour de la sculpture. De fait, cette exposition consacre le portrait de l'artiste, non le plus complet, ce à quoi seul peut évidemment prétendre le musée qui porte son nom, au moins le plus pédagogique, et probablement le plus spectaculaire, dont ait bénéficié Rodin en Europe. Washington lui avait rendu pour sa part un hommage appuyé en 1981. Ici, dessins, études, photographes, plâtres, ébauches, sculptures ont été associés avec simplicité et efficacité, livrant le détail et l'intelligence du labeur. Comme cela avait été fait à propos du Monument des Bourgeois de Calais en 1977, mais cette fois à propos de l'œuvre complète. Ce n'est pas un patron en bonne fortune qui a eu effet la réputation ni la gloire d'un Rodin présent dans tous les grands musées du monde grâce aux possibilités de réplique du bronze, que



Projet pour un monument à Whistler

les commissaires ont cherché à établir. La partie sur ce plan est définitivement gagnée. Ce sont les rapports entre, d'une part, les idées et les techniques qu'il exploitait dans le secret de son atelier et, d'autre part, les sculptures achevées.

L'exposition suit la chronologie, commençant au départ un dessin d'étude des années 1860, alors que Rodin s'évertuait à entrer aux Beaux-Arts et que, pour vivre, il utilisait et développait son habileté en tant que dessinateur au service de caisses parisiennes, celle par exemple de Carrier-Belleuse. Mais l'homme n'est pas notre sujet, et c'est à l'artiste qu'aujourd'hui on passe. A des œuvres datées plus ou moins précises :

ment de ses trente et quelques années, quand, près du sculpteur « classique » de l'âge d'or, on du Saint-Jean-Baptiste préchant, existait déjà le lanceur de corps, ami des postures les plus libres, contorsionneur de membres, pour qui la condition la plus naturelle de la jambe était la position à tout le moins levée, de préférence volée.

C'est l'aspect le plus passionnant de l'ensemble londonien que de montrer combien la matière était fluide et agile entre les mains d'un Rodin essentiellement connu pour le caractère statique, massif, puissant de ses monuments. Le Penseur échappé de la Porte de l'enfer, Balzac, les Bourgeois de Calais ou même le Victor Hugo malgré l'agitation des muscles. Les familles de la rue de Varanne reconstruit bien sûr, mais, messager émergeant des dieux, et le saint invraisemblable, passionné de Je suis belle.

Or voici sorti des réserves et cartons du musée Rodin et de quelques autres institutions internationales un grand nombre de gouaches, dessins et plâtres qui montrent très concrètement le dessein, la sauvegarde du travail de préparation du sculpteur. S'y retrouvent à doses variées le trait labile, pressé, presque agoué de saisir la posture d'un corps ou l'expression d'un visage et le maniement ingénieux des couleurs et des touches, une franche volonté d'inscrire des obsessions qui ne sont pas exclusivement sexuelles, et cette fascinante capacité à fondre dans le moule de sa propre pensée les sujets les plus dignes, les plus monumentaux. Dans cet ordre d'idées, rien n'est caché aux Anglais de l'attention de Balzac au versant préparatoire de son grand Balzac cramoisi, et les écoliers anglais découvriront avec un certain étonnement que les joies de l'anatomie féminine n'ont pas attendu le cinéma pour être exploitées.

FREDÉRIC EDELMANN.

\* Exposition organisée par l'Arts Council of Great Britain, sponsorisée par Pearson plc. Commissaire : Catherine Lampert, Hayward Gallery, South Bank, jusqu'au 5 janvier. Catalogue : 242 p., 12 livres.

MUSIQUE

Un nouveau Bordas

Le match des dictionnaires

Bordas et Larousse publient chacun leur dictionnaire de musique, tous deux indispensables et complémentaires.

La parution d'un dictionnaire de musique est toujours une joie pour les musicologues et mélomanes, et l'occasion d'une joute savoureuse avec ses prédécesseurs. A ma droite, le nouveau Bordas (toujours dirigé par Marc Honegger), réédition de l'ouvrage publié en 1970, vendu déjà à 50 000 exemplaires, et copieusement augmenté et révisé (166 pages de plus, 200 noms nouveaux, 1 500 notices « enrichies »), la remise à jour ne dépassant guère cependant 1983). A ma gauche, le Larousse, de 1982 (direction Marc Vignal). La comparaison permet de mieux distinguer les forces et faiblesses de chacun. Disons tout de suite, sans vouloir jouer les Salomon, que l'un et l'autre sont indispensables et complémentaires, assez différents pour notre bonheur.

Les deux livres ne se recouvrent pas : Bordas est uniquement biographique (compositeurs, théoriciens, musicologues, facteurs d'instruments, éditeurs, interprètes, etc.), la biographie englobant, bien entendu, nomenclature des œuvres et appr-

ciation du rôle tenu par le personnage.

Larousse ajoute aux noms les termes techniques, les formes, les instruments, les synthèses sur les pays, les villes, les groupes, etc. (que Bordas présente en deux forts volumes séparés, sous le titre *Science de la musique*), ainsi que 2 000 œuvres de toutes les époques (dont 800 opéras), en une sorte d'encyclopédie alphabétique très précise, sous forme de deux tomes très maniables. En revanche, Bordas, plus encombrant, est nettement plus lisible, avec une typographie nouvelle, plus avenant que l'ancienne.

Entrons dans le vif du sujet. D'abord un avantage décisif pour Bordas, qui donne pour chaque nom les dates complètes de naissance et de décès, tandis que Larousse se contente des années, ce qui n'est guère pardonnable. Le ton du premier est très objectif, musicologique et se limite parfois au style *Who's who* : celui de son rival est plus « journalistique », vivant, critique, plus engagé. Avantages et inconvénients partagés. Chez l'un, les bibliographies et catalogues d'œuvres sont beaucoup plus complets, rigoureux, en listes mises à part ; chez l'autre, les œuvres sont intégrées au courant de la biographie et vivent ainsi davantage, tandis que les références sont fidèlement reportées à la fin du second volume.

Si l'on analyse les choix maintenant, celui de Bordas est bien plus large : pour la section de SA à SCH, par exemple, il offre 217 notices (contre 101 dans Larousse). Mais on entre plus difficilement chez lui si l'on n'est pas né avant 1900, alors que son concurrent prend des risques en ouvrant largement la porte aux jeunes compositeurs et interprètes contemporains. Point de Dutilleul, Drogos, Dusapin, Grisey, Manoury, Reibel, Taverner chez Bordas, mais une multitude d'inconnus que les musicologues universitaires seraient offusqués de ne pas y trouver. Larousse a joué la carte de la modernité, abritant les anonymes des cinéastes, et se limitant aux noms qui peuvent intéresser un musicien ou un mélomane de fort calibre de notre époque ; et il nous offre ainsi des renseignements bien utiles sur des agents de la vie musicale dont il n'existe encore nulle mention ailleurs.

Dans la section considérée ci-dessus, on est reconnaissant à Bordas de nous parler de Saboly, Sancha, Sappho, Murray Schafer, Schibler, de Schloesser, Schuré, absents de Larousse, mais sans ce dernier, on ne saurait rien de Sabata, Sagner, Sallinen, Sargent, Savall, Sawallisch, Schipa, Schumann, Schönbach, Schneiderhan, Schreier ou Schuricht.

Quant aux grands maîtres de la musique, les qualités des articles varient d'un auteur à l'autre ; il est toujours possible à un spécialiste de critiquer tel ou tel (cf. *Diapason* Harmonie de décembre), mais c'est la loi du genre et l'on ne saurait généraliser. Notons que Larousse est souvent plus développé (16 colonnes pour Schubert contre 6, 4 pour Scarlatti contre 2, 82 lignes pour Kagel contre 25, mais égalité pour Beethoven et Saint-Saëns). Et renvoyons l'un et l'autre dans leur coin pour avoir oublié certains noms importants, même celui d'un grand musicologue comme Antoine Geoffroy-Dechaume ! Comme quoi nul n'est parfait.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Dictionnaire de la musique, les hommes et les œuvres, éditions Bordas, deux volumes reliés, 17 x 24, 5 700 articles, 1 370 pages de texte, 128 d'illustrations. Chaque volume : 380 F.

Musique de film

De Jaubert à Truffaut

Bouter des musiques de films sans voir les images qu'elles accompagnent est frustrant. Ces musiques existent pourtant et ont, souvent, mais pas toujours, une existence pour la seule oreille, pour l'imagination, pour les sentiments.

C'est le cas avec deux disques d'une nouvelle collection, « La musique dans le film », lancée par la Société d'exploitation des productions audiovisuelles Milan. Le premier réunit des extraits de compositions de Georges Delerue pour des films de François Truffaut. Des thèmes de génériques (ah ! le *Dernier Métro*) ou de scènes. Cela pourrait faire un peu pêle-mêle, mais on a le style Delerue, une ligne mélodique (étonnante garden-party de la *Femme d'à côté*) qui le rapproche de Maurice Jaubert, auquel le deuxième disque est consacré.

Truffaut admirait Jaubert dont il a souvent placé des citations dans ses propres films. La filiation avec Delerue va donc de soi. Les musiques de *Zéro de conduite* et de *l'Atlante* (étrange et superbe) de Jean Vigo, de *Quatorze Juillet* de René Clair, de *Quelques brumes* de Marcel Carné, de *l'Île de Pâques*, de John Farnham et Henri Storck, ont contribué pour une large part à l'envolement du « réalisme poétique ». Le génie musical de Maurice Jaubert fut fauché par la guerre de 1940. L'homme, au cours des derniers mois de sa vie, est évoqué avec l'écrivain Paul Nizan et l'ouvrier Roger Beuchot dans le *Temps détruit*, film réalisé en 1985 par Pierre Beuchot.

J. S.

\* SEPA MILAN, 16, villa Saint-Michel, 75016 Paris. Tél. : 42-26-33-06.

CINÉMA

« La Garçonnière », de Billy Wilder

Comique noir

Un petit chef dragueur. Un célibataire complaisant. Une demoiselle d'ascenseur irrésistible. Un vaudeville percutant.

Au sein d'une puissante compagnie d'assurances new-yorkaise qui compte quelques dizaines de milliers d'employés, presque une petite ville, C.C. Baxter (Jack Lemmon) est un comptable modèle. A peu près modeste. Bon garçon, honnête, gentil, d'humeur gaie, une seule faiblesse : être un célibataire serviable. Il ne peut refuser de prêter son petit appartement de Central Park à tous ses chefs détraqués d'y trouver refuge le temps d'une escapade avec une standardiste ou une secrétaire.

Et même lorsque C.C. Baxter est fortement écharné et n'aspire qu'à rentrer se coucher, il doit battre la semelle (de pantoufle) sur le pavé pluvieux en attendant qu'un de ses patrons en bonne fortune ait expédié sa conquête. Cela lui vaut après de ses voisins une réputation de Don Juan boulimique, d'ogre sexuel, hâlé pour lui, bien enragée, mais aussi un avancement assez rapide dans la hiérarchie de la compagnie, où sa clé circule d'un piston l'autre, via le garçon d'étage.

Tout trait le plus cyniquement et le plus tranquillement du monde si Baxter ne tombait amoureux d'une délicieuse demoiselle d'ascenseur (Shirley Mac Laine), réputée insaisissable. Elle joue un rôle comédien et catastrophique dans son évolution sociale, mais finalement précieuse pour ses progrès dans le domaine de l'amour.

Dernière le vaudeville classique sur les surprises et les quiproquos qu'offre un gargonnière trop fréquentée, le tableau est d'un comique des plus noirs, la cruauté des relations de pouvoir dans une entreprise - qui pourrait être n'importe quelle entreprise dans le monde, à vrai dire - est féroce et sans fioritures. Un brait-sec derrière une porte : un suicide ? Non, une bouteille de champagne qu'on ouvre. Mais ça aurait pu. Toute la scène méchamment de Wilder est là. Shirley Mac Laine est lumineuse, étonnante, Jack Lemmon contrôle encore bien un génie de la mimique qui deviendra plus appuyée sur la suite et fait une éblouissante démonstration de tennis aux spaghetti.

Les décors d'Alexandre Trauner sont, comme toujours, parfaits.

MICHEL BRAUDEAU.

Une collection : « Septième art »

Créée en 1952, la collection « Septième art » a soutenu d'abord une critique spiritualiste, et s'est élargie aux ouvrages de fond.

Dirigée depuis 1982 par Guy Hennebelle, la collection « Septième art » avec un plus grand format, une couverture noire portant lettres blanches et photographies de couverture, annonce son esprit de sérieux. On n'y a jamais relevé, comme ailleurs, d'inflation de textes et de titres. Les auteurs peuvent venir d'horizons divers, « Septième art » n'a connu pas moins de bonne compagnie. Sa meilleure façon de durer a été de ne pas céder aux modes, aux engouements d'une ou deux saisons. Ce qu'on y trouve est solide, utile, fait appel à la réflexion, à des notions purement culturelles.

Dernières parutions : un dossier réuni par Maurice Drouzy, *Jésus de*

*Nazareth* et *Médée*, deux scénarios de films non tournés par Carl Th. Dreyer (1). *Médée*, texte assez court, s'inspire non d'Euripide mais de l'histoire réelle. *Jésus de Nazareth*, long et très beau texte, suspend par la manière dont il s'écarte de la tradition chrétienne pour chercher la vérité humaine du prophète. Qui était donc cet être ? s'est demandé Dreyer. A nous de réinventer maintenant sur ce qu'il aurait pu être le film.

Et puis, *Eisenstein, le mouvement de l'art* (2). C'est un recueil d'écrits de cinéaste soviétique où il est question de l'art du montage... chez Pouchkine, d'une adaptation d'Anna Karoline, du mouvement de la couleur et du cinéma en relief. On ne vous dit pas que, c'est ainsi à lire. Mais c'est, dans le genre, extrêmement important.

JACQUES SICLIER.

(1) 280 p., 160 F.  
(2) 292 p., 140 F.

« On a volé Charlie Spencer » de Francis Huster

Cadavre exquis

Francis Huster est un personnage bizarre, un comédien à part dont le talent, le charisme indéfinissables enflamment tout un public. Les jeunes films se battent pour le voir, myope et illuminé, jouer le *Cid*. Bien que d'inspiration on l'a fait comparé à Gérard Philipe, le phénomène qu'il provoque est tout à fait singulier.

Leurs personnalités sont d'ailleurs très différentes. Francis Huster est un mégalomane qui joue de sa mégalomanie sans que l'on sache très bien jusqu'où il contrôle le jeu. En tout cas, il obtient ce qu'il veut : la Comédie-Française après le Conservatoire, et après avoir démissionné avec éclat, scènes privées et direction d'un théâtre, celui de son idole actuelle, Louis Jouvet. Il va, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988, prendre la responsabilité de l'Athénée. Au cinéma, il a tourné avec Zulawski des personnages super-dostoïevskiens dans *la Femme publique*, *l'Amour braque*. D'autre part, un rôle qui semble l'avoir marqué, celui d'Orphée, dans *Parking* de Jacques Demy, qui pourtant n'a pas eu de succès.

Ah ! si l'on veut faire son film à lui et si l'on fait entièrement - scénario, dialogues, réalisation et naturellement, le jeu. Avec Béatrice Dalle, avec la plupart de ses compagnons de scène - on les reconnaît au détour d'une image.

Et puis quoi ? Rien. Ni personnages ni histoire. Une sorte de cadavre exquis - auquel les interprètes semblent se résigner et se rien comprendre des notes, inégales rythmiques, sans autre lien que le désir personnel de Francis Huster. Son film ressemble à ses discours, à la fois prosaïques et très loins du réel. Par exemple, il est capable de déclamer à la télévision que, dans son théâtre les places seront gratuites. Par conséquent, les contemporains qui voudront être jolis chez lui devront abandonner leurs droits d'auteur. Le pire est qu'il n'est même pas démagogique : il rêve tout haut. Mais le rêve ne suffit pas pour faire un film.

COLETTE GODARD.

Semaine du mélomane

Déjà, mardi dernier, dans son espérance de s'arrêter à la *Chanson-souris* - chantée en allemand malgré le titre français, l'ouvrage était coulé d'insupportables textes de liaison, - le mélomane hésite un peu devant le cocktail Offenbach promis par l'Opéra de Paris le 31 décembre de 22 heures à minuit, suivi d'un souper-bal à tous les étages. Pour le même prix, il pourrait bien s'offrir ailleurs en silence ou aller à Utrecht écouter la *Mort d'Orphée*, la 5<sup>ème</sup> *Mai, la Révolution grecque et l'Impériale*, de Barlet, que Jean Fournet doit diriger les 17 et 18 janvier 1987.

En attendant, il dévore la *Vie passionnée de Marie Mall-bran*, par Arthur Pougin (1911), que les éditions Minkoff viennent de rééditer (280 p.). Aux amateurs de livre international, 62, avenue Suffren, 75015 Paris), à moins qu'il ne se plonge

dans le deuxième numéro de la revue *Entretemps*, qui consacre un important dossier à Franco Donatoni et réunit d'excellents articles sur la symphonie de Webern, le cinéma et la musique et une savoureuse satire des notes de programme (117 p., 70 F.).

Mais, pour l'aider à écouter la musique d'une autre oreille, Michel Lacomte, ingénieur agronome, a eu l'idée de lui consacrer un *Guide du mélomane* qui, prenant pour exemple le *largo* de la 2<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven, propose à tous ceux qui savent à peine le solfège de suivre l'œuvre note à note (en écoutant l'enregistrement de leur choix) grâce à une partition spéciale bourrée d'explications très accessibles. En cinquante doubles pages, c'est tout une éducation sur papier glacé (distribué par Durand SA, 80 F.).

« Le langage du clavecin » par Antoine Geoffroy-Dechaume

Un précieux petit opuscule, du musicologue qui connaît comme personne les secrets de la musique ancienne. Il met en évidence l'originalité de la technique du clavecin (diversité de durée des sons, silences entre les notes, inégalité rythmique, tenue de main, phrasé, doigté, etc.), irréductible à celle du piano, cite les textes essentiels des dix-septième et dix-huitième siècles qui fondent sa théorie et propose une série d'exercices qui permettent d'obtenir une base d'articulation conforme à cette technique. Cet exposé d'une clarté lumineuse évitera aux pianistes de se prendre pour des clavecinistes...

J. L.

\* Editions Van de Velde, 37230 Luyne, 120 pages, 140 F.

● Mort de l'actrice Elsa Lanchester. — Elsa Lanchester, qui fut l'épouse du monstre dans la *Fiancée de Frankenstein*, en 1935, est morte vendredi à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Los Angeles. Née en Grande-Bretagne en octobre 1902, elle avait commencé sa carrière artistique à l'âge de seize ans, dans un théâtre pour enfants londonien. Elle avait également appartenu à la troupe d'Isadora Duncan à Paris, avant d'apparaître dans plus de quarante films (*David Copperfield*, *Mary Poppins*, etc.). Elle avait épousé Charles Laughton en 1929, avant de partir avec lui pour Hollywood en 1934.

● RECTIFICATIF. — Nous avons écrit dans le *Monde* daté samedi 27 décembre que la Locomotive avait fermé ses portes à la fin des années 80 pour cause de fraude fiscale. Contrairement aux informations qui nous ont été transmises, l'établissement du boulevard de Clichy avait été, en réalité, racheté par la société Paramount pour en faire un complexe de salles de cinéma.

Renseignements/Reservation  
42.43.17.17

LE TERRIER

RUTH LE CHANT DES CHANTS  
Mise en scène  
Antoine Julienne

CYMBELINE DE SHAKESPEARE  
Mise en scène  
Gilbert Rouvière

HANLETT de William Shakespeare  
Mise en scène  
Daniel Mesguich

SALLE GERALD ROBARD

SALLE J.-M. SERREAU

THÉÂTRE GÉRARD PHILIP 39 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS







## LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1986

### Contrastes

Jamais, peut-être, l'évolution des marchés financiers mondiaux n'a été si contrastée qu'en 1986. Les grandes Bourses européennes et plus précisément les places anglo-saxonnes, qui l'an dernier avaient accompli de très brillantes performances, ont profondément déçu la foule des « aficionados ». De la deuxième place, Zurich a rétrogradé à l'avant-dernière (+ 8,5 %). Troisième, Francfort a joué les lanternes rouges (+ 6,8 %). Londres a décliné de moitié son taux de montée (+ 13,9 %). Amsterdam des deux tiers (+ 11,2 %). Seul New-York, égale à elle-même, a refait un parcours idéologique, honorable mais sans plus.

En revanche, plus efficaces en 1986, les Bourses latines ont assisté au fort rallye. Madrid a littéralement explosé (+ 105 %). Avec une progression voisine de 60 %, Paris a réussi l'exploit de se classer deuxième au palmarès européen, troisième au classement mondial à une encablure de Hongkong (+ 64 %). Sa coteur italienne, en éruption l'année précédente, a été encore assez vigoureuse (+ 55 %) pour passer devant Tokyo, pourtant revenue en pleine forme (+ 51,5 %), et lui ravir la troisième place.

Paradoxe, toutes les places, sans la moindre exception, ont couru après la même chimère : la croissance. Elles ont profité de la même assistance (désescalade des taux d'intérêt, baisse des prix du pétrole et du dollar, recul de l'inflation) et ont rencontré la même déflation devant une expansion partout désespérément paresseuse. Aucune n'a été épargnée par le syndrome des indicateurs économiques, chacune a eu des déboires politiques. Bref, au

départ de la course, les chances étaient à peu près égales. L'extrême diversité des scores témoigne qu'il n'en était rien. Passons pour Hongkong, dopée par les promesses de la Chine de Pékin de préserver les acquis quand l'heure du rattachement aura sonné.

Mais la vigueur inattendue manifestée par les trois concurrents latins a de quoi surprendre tout comme les subits accès de faiblesse dont ses rivaux anglo-saxonnes ont souffert. Bien qu'il soit toujours facile de raisonner après coup, leur comportement était prévisible. Avec un loyer de l'argent généralement plus élevé qu'ailleurs, Paris a plus vivement réagi à la désescalade des taux, ayant en outre tiré un incontestable profit psychologique du changement de majorité politique en France. Grâce à son train de privatisations, la nouvelle majorité a rendu la vitrine boursière attrayante et, avec l'abondance des liquidités, la Rue Vivienne est devenue un entonnoir à capitaux.

Milan ? L'explosion du monde financier italien, passé en moins de deux ans du Moyen Âge à l'an 2000 sous la conduite de grands aventuriers d'une race entièrement nouvelle du type De

Benedetti, a également drainé vers la péninsule des flux importants de capitaux. Enfin l'Espagne, en déréglant son marché financier et en préparant son industrie à l'entrée dans la CEE, a elle aussi capté l'attention des grands investisseurs internationaux.

Mais pourquoi ces résultats médiocres, tant à Londres qu'à Francfort ? Malgré son « Big Bang », la City a été assommée par la baisse rapide des revenus pétroliers britanniques et Francfort, partie favorite, a très mal supporté les à-coups donnés à son industrie par un dollar fondant.

Reste à élucider le mystère de la hausse de Tokyo, dans un pays traumatisé par l'ascension du yen. L'ailant manifesté par les « Golden Boys » nippons n'explique pas tout. Le Japon a une réputation de gagnant et on lui prête, aussi, une faculté d'adaptation fulgurante à toute nouvelle situation. L'impulsion est probablement venue de là aussi.

En résumé, année des espoirs déçus, 1986 a également été celle de la redistribution des meilleurs rôles aux plus intrépides. A cet égard, un sérieux virage pourrait bien être pris en 1987 avec le reflux très rapide d'une place à l'autre des capitaux en quête de rendements.

Dossier établi par ANDRÉ DESSOT, ÉRIC FOTTORINO et FRANÇOIS RENARD.

## Une cuvée exceptionnelle

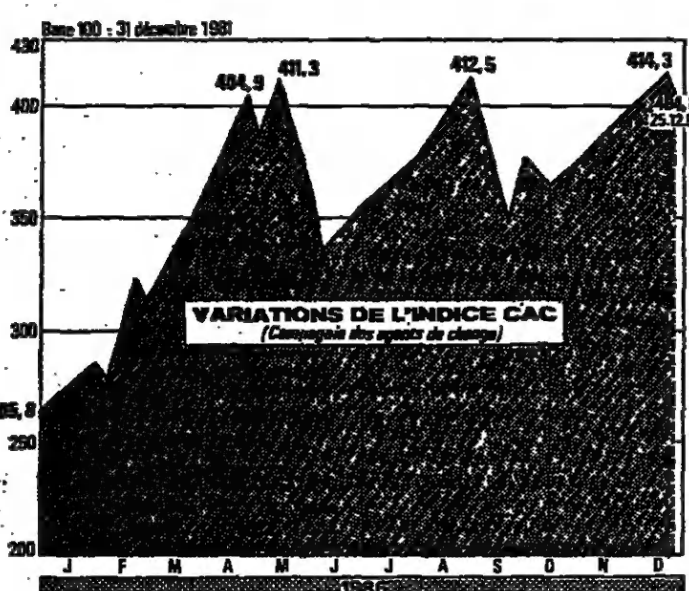
Époustouflant. Avec une hausse de 60 % entre les liquidations des 20 décembre 1985 et 22 décembre 1986, la Bourse de Paris a réalisé cette année l'exploit historique. Jamais depuis la fin de la seconde guerre mondiale elle n'avait accompli une telle performance. Record de hausse certes, mais records d'activité aussi.

De très nombreuses valeurs se sont littéralement envolées. Peugeot, CSE, Havas, Crédit national, Raffinage Distribution, Sommer, Casino, Schneider, pour ne citer que celles-là, ont plus que doublé leur mise. Aussel-Roy a presque quadruplé la sienne. Avec des avances comprises entre 60 % et 90 %, Michelin, Crédit foncier de France, Bouygues et bien d'autres ont presque fait figure de truands. Redoublant encore mieux le soulèvement général des cours, la capitalisation boursière, vrai thermomètre des richesses amassées rue Vivienne, a, pour la première fois, franchi la barre des 1 000 milliards de francs (+ 67 %). Le bilan n'est plus superbe, il est étonnant. Depuis la fin de 1982, point de départ du grand mouvement de repêchage, la Bourse a monté de 320 %. Bref, la cuvée 1986 a été exceptionnelle. Sans les caprices de la météo, peut-être aussi sans le mauvais coup de la grève des transports, la Bourse aurait décroché la médaille d'or, triomphant de la médaille 1980 (+ 85 %) ; car, contrairement à ce qui s'était produit en 1983, prof-

deuxième année record, le marché a connu des hauts mais également des bas.

Prudent comme à son habitude, M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change, ne s'était pas lancé en début d'année dans des pronostics hasardeux. « Paris n'a pas épuisé ses réserves de hausse », s'était-il borné à déclarer. Il était sûr de ne pas se tromper. Les montées ne manquaient pas. Plus de 30 milliards de francs en coupons d'emprunts et versements provenant des titres indémétriques étaient disponibles dès janvier (75 milliards de francs jusqu'à la fin avril). Et comme les nouvelles parvenant du front de l'économie étaient rassurantes, l'argent compensait vite les à-coups du point et de la cote. C'est que la première liquidation fut largement payante (+ 7 %). La hausse appela la hausse. C'est bien connu. Devant ce très bon résultat, les étrangers, restés quelque temps à l'écart, se remirent à prospecter le marché de Paris. Le « broker » londonien James Capel se fit tromper point et cote. « L'indice CAC atteindra la cote 400 à la fin de 1986 ». Mais il avait quand même sous-estimé l'ampleur de la vague de fond.

Certaines du résultat des urnes, la Bourse ne tint aucun compte du facteur électoral. Stimulée par la baisse du dollar et des prix du pétrole, également par le retour au vert des indicateurs économiques et les futures hausses de Wall Street, elle s'élança dans



une course assez folle. M. par un pressentiment en voyant l'indice CAC franchir le cap 300 comme un boulet à la mi-février, un haruspice bien connu de la maison l'écrivait : « Nous avons eu droit au hors-d'œuvre ». Bien vu. L'investissement s'est en effet porté sur le CSE, puis sur le CSE, puis sur le CSE. En prévision d'une reprise de l'expansion en France, pile-mêle, les Britanniques, les Allemands, les Américains, même les Japonais, se précipitèrent sur les petites françaises et les boîtes françaises.

L'ouverture le 6 mars d'une séance matinale rue Vivienne ne permit pas comme on comptait d'évacuer le trop plein des échanges. Des penes d'ordres se produisirent en rafales.

Le 15 mai, le CAC inscrivait un premier record à 411,3.

Mais le sombre tableau de la situation économique dépeint par MM. Balladur et Noir rappela soudain la Bourse à la dure réalité. La morosité de la conjoncture et la chute de Wall Street achevèrent de rompre le charme, et une formidable onde de choc secoua la rue Vivienne. Sauvé par le pogo, la Bourse afficha encore, mais d'extrême justesse, un résultat positif en mai (+ 0,47 %).

La liquidation de juin fut, elle, meurtrière, avec une baisse de 11,3 %, la plus terrible depuis celle subie en juin 1982 (démolition dévaluation, blocage des prix, des salaires et des dividendes). « On a vu le poulx aux enfers d'or », se lamentait un gérant de portefeuille. Pas encore. Après bien des tribulations, la loi sur les privatisations était enfin signée par le chef de l'Etat et la promesse des gâteries réservées aux futurs petits porteurs, agréablement d'un zeste de confiance en l'avenir (indicateurs plus optimistes) relançait l'intérêt pour les valeurs françaises. Ouvert en juillet avec cinq valeurs, le marché en continu n'eut ainsi pas trop de mal à faire ses premiers pas. La liquidation du mois confirma l'émotion (+ 7,9 %). Tout en respectant des paliers de découragement, la Bourse, encouragée par des indicateurs économiques plus roses, continua de remonter en août (+ 9,8 %). Le 1<sup>er</sup> septembre, un deuxième record tombait avec cette fois l'indice CAC à 412. Mais avec l'autisme, les brumes revinrent. Les émissions en Afrique du Sud, avec leur corollaire, la flambée de l'or, le pincement des taux d'intérêt gâlés par les réticences allemandes et japonaises aller plus loin dans la détente, surtout le nouveau plongeon de Wall Street, ébranlé par un jeudi noir (- 5 % le 11 septembre) rattrachèrent sérieusement l'atmosphère. Toutes les places piquèrent du nez. Paris se pouvait mieux faire que de les suivre. Du coup, la vente d'actions Elf à 305 F, opé-

ration « test » de la privatisation vint à dégriser le capital de la compagnie au public, ne reçut pas l'accueil escompté : les « gendarmes » durent s'en bouger et tenir ensuite les cours à bout de bras. Septembre s'acheva sur une baisse moyenne des cours de 4,1 %.

Le mois d'octobre ne fut pas meilleur. Avec l'attente interminable d'une nouvelle détente sur le front monétaire, le retour au déficit commercial et les ventes américaines déclenchées par le nouveau repli du dollar, le marché s'alourdit d'angoisse. La décision de la Banque d'Angleterre de relever le taux d'intervention accentua le malaise et fit répercuter une psychose de tension. Le MATIF, déprimé par une remonte des rendements, chuta lourdement. La Bourse se remonta néanmoins, et la liquidation ne fut pas trop mauvaise (- 1,6 %). Car, dans l'ombre, instruit de l'expérience Elf, l'on avait les préparatifs de la privatisation de Saint-Gobain (le 24 novembre). Il fallait que ce fil tienne. Un « tapis rouge » fut déroulé en novembre pour donner à l'opération l'éclat d'une grande fête. Ce fut Versailles.

Dans l'intervalle, le syndrome démocrate (crainte d'un retour au protectionnisme et à une tendance inflationniste aux Etats-Unis) et le scandale des initiales à Wall Street jettent un léger froid. Mais, nous écrivions par la route infernale des petits porteurs, 1,59 million s'arrachèrent les actions du groupe verrier - et grâce par ses propres succès, la Bourse se laisse emporter dans le tourbillon des achats créés par l'abondance des liquidités et, avec le renfort des étrangers, repartit à la conquête de nouveaux sommets. Après la liquidation de novembre (+ 2,4 %), la hausse s'accéléra. Le 15 décembre, un troisième record était inscrit (414,3 à l'indice CAC). Las ! La grève des transports empêche l'atmosphère et au lieu de l'euphorie attendue, la morosité fut au rendez-vous en fin d'année. Mais, déjà, les augures se penchent sur le destin du marché en 1987.

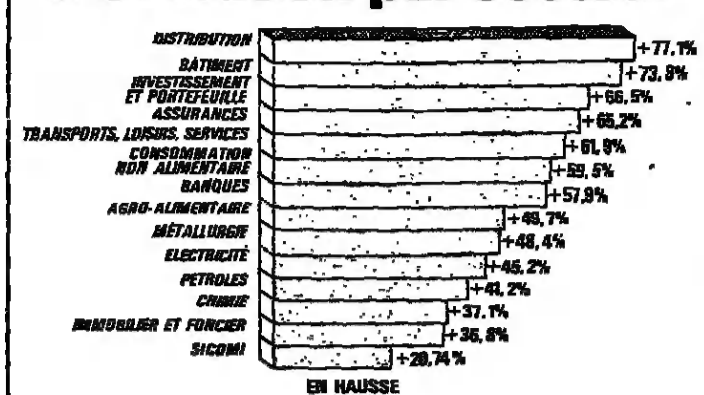
### LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	3 nov. 1986	10 nov. 1986	17 nov. 1986	24 nov. 1986	Diff. en %
<b>INDICE</b>					
Indice général de base 100 : 20 déc. 85	100,0	100,0	100,0	100,0	
Valeurs françaises à revenu variable	102,3	104,3	102,3	103,5	+ 49,31
Valeurs étrangères	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 46,30
Valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Valeurs étrangères	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs étrangères à revenu fixe	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23
Indice des valeurs françaises à revenu variable	102,3	102,3	102,3	102,3	+ 12,23



## Le marché de Paris en 1986

## L'évolution par secteur



## INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

## Honorables

Après un doublement moyen de ses cours en 1985, le compartiment a réalisé une performance honorable en 1986, progressant de 60 %, comme l'indice général des valeurs. La palme est revenue aux Charbonnages SA, avec un bond de 230 % compte tenu du droit d'attribution, en raison de l'amélioration persistante des résultats de la société. Autre performance, celle de Schneider, dont le cours a plus que doublé, après avoir presque triplé au plus haut de son ascension. Outre l'amélioration spectaculaire de la situation financière du groupe après le dépôt de bilan de Creusot-Loire qui a retenu l'attention des investisseurs, une bataille pour le contrôle de Schneider s'est livrée, avec pour enjeu le verrouillage partiel de l'espé-

tal avec le concours du groupe Pargesa Gai qui a pris une participation de 20 %, et celui du groupe d'assurances Axa. Schneider va absorber sa filiale CFDE, avec une parité trois pour quatre.

Autre avance spectaculaire : celle de la Compagnie du Midi, dont le cours avait déjà doublé en 1985, et qui progresse de 75 % en 1986 après division du titre par quatre. Après avoir disputé et perdu le contrôle de la compagnie d'assurances La Providence dans un affrontement mémorable avec le groupe Axa, la Compagnie du Midi a renforcé ses assises financières avec la ferme intention de participer à la privatisation des groupes d'assurances nationalisés.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
CFDE	210	115	293	450
Charbonnages SA (1)	785	1 680	706	1 615
COOP (2)	934	1 340	949	1 315
Eurafrance	1 988	3 625	1 928	3 100
Paribas (CIP)	1 892	1 910	910	2 100
La Réunion (3)	560	805	546	740
Martin Wondol (4)	376	490	340	422
Midi (Cie du)	4 440	6 690	1 435	1 670
Navigation marseillaise	537	1 305	580	1 062
Schneider	310	625	545	625
Suez (CIP)	1 017	1 475	941	1 145

- (1) Attribution gratuite : 1 pour 10. Cours du droit : 130 F.  
 (2) Emission : 1 pour 6 à 700 F. Cours du droit : 50 F.  
 (3) Emission : 1 pour 6 à 360 F. Cours du droit : 35 F.  
 (4) Emission : 1 pour 5 à 270 F. Cours du droit : 22 F.  
 (5) Distribution : 1 Plaine Mosaïque pour 35. Cours du droit : 35 F. Titre divisé par quatre.

## ASSURANCES

## Nouvelle avance

Après la véritable explosion de 1985 (+123 %), qui faisait suite à un bond de 62 % en 1984, le compartiment des assurances a presque redoublé sa performance de 1983, avec une avance d'environ 60 %. La palme est revenue aux Assurances générales de France, qui, au plus haut de l'année, doubleraient presque leurs cours, dans l'attente d'une privatisation prochaine. Mais, à l'approche du 31 décembre, le report de cette privatisation à l'automne 1987 jetait un petit froid et la valeur fléchissait un peu, tout en demeurant à plus de 70 % au-

dessus de son cours du début de l'année. Le processus (et le même pour le GAN, en plus accentué) : le titre accusa une hausse de 120 % au maximum, pour revenir à une progression de « seulement » 40 %. Pour l'UAF, autre « grand » privatisable, l'avance dépassa 50 %, ce qui restait très appréciable après l'« explosion » de 1985 (cours du titre multiplié par huit). Il avait, en 1985, été multiplié par six pour les AGF et par quatre pour le GAN, dont le cours avait déjà doublé en 1984.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
AGF (1)	5 250	10 000	900	851
AGPSA (2)	720	1 823	810	1 390
Concorde	4 160	3 690	548	548
Drouot Assurances	3 720	4 500	2 470	2 470
France S.A.	8 070	17 790	1 151	1 151
GAN (3)	728	1 440	775	1 200
Rhin et Moselle	1 628	2 575	1 700	1 800
UAF	1 700	2 990	1 890	2 470
Vieille (Groupe) (4)	2 500	4 990	2 868	3 790

- (1) Titre divisé par dix.  
 (2) Attribution gratuite : 1 pour 10. Cours : 140 F.  
 (3) Titre divisé par dix.  
 (4) Certificat d'investissement pour 5 actions à 2 400 F. Cours du droit : 250 F.

## VALEURS A REVENU FIXE

## Auraient pu mieux faire

L'année 1986 a failli être celle des obligations puisque, grâce à une baisse très rapide des taux d'intérêt pendant les premiers mois, les cours des titres déjà émis ont pu enregistrer une progression supérieure à 10 % en dehors du coupon couru, ce qui est exceptionnel. Mais, à partir du mois de septembre, la remontée des taux d'intérêt a amputé de moitié ces gains, de sorte que l'année s'est terminée sur une progression inférieure à 5 %.

En ce qui concerne les emprunts indexés, ceux qui ont comme réfé-

rence l'or suivirent l'évolution des cours du métal, qui, après une pointe à l'automne, sont quelque peu retombés. En conséquence, l'emprunt 4 1/2 % 1973 (aligné sur le napoléon), après un sommet à 1 820 F, est revenu à moins de 1 000 F au-dessus de son cours du début de l'année. L'emprunt 7 % 1973, lié au lingot de 1 kilogramme, a connu le même parcours. Quant à l'emprunt de la Caisse nationale de l'énergie, son cours n'a pratiquement pas varié d'une année sur l'autre.

Valeurs	Fin 1984	Plus haut	Plus bas	Fin 1985
4 1/2 % 1973	1 465	1 820	1 481	1 523
7 % 1973	7 255	9 560	7 100	8 700
C.N.E. 3 %	4 220	4 635	4 010	4 240
9,80 % 1977	120,29	126,60	119,05	122,50
9,80 % 1978	97,70	108	98,01	101
10,80 % 1979	100,60	111,60	100,40	104
16,75 % 1981	109,23	112,55	105,48	104,90
16,30 % 1982	118,25	127,60	118,25	118,10
15,75 % 1983	115,55	124,20	118,30	118,40
14,60 % 1983	115,80	124,40	115,60	117,80
12,90 % 1984	109,20	122	109,15	112,40
11 % 1985	103,87	126,60	103,40	112,40
7,50 % juillet 2001		100,75	89,60	88,90

## BANQUES

## Vive la baisse des taux

Favorisé par la baisse des taux d'intérêt, qui a avantageusement distingué les établissements de crédit spécialisés, structurellement emprunteurs, le compartiment des banques a presque redoublé, en 1986, sa performance de 1985, avec une progression de 55 % contre 60 %. Le bond le plus impressionnant a été celui du Crédit national, dont le cours a plus que doublé, suivi par la Paribas, le récom-

pte, dont le titre a été divisé par deux et qui, compte tenu de deux droits, souscription et attribution, réalise également une très belle performance. Le groupe de la Com-

ptoir bancaire (Cetelem, UCB) s'est aussi particulièrement distingué. En revanche, le Comptoir des Entrepreneurs a été déprimé par la faiblesse persistante de ses résultats.

Deux grandes banques de dépôts ont fait leur réapparition à la cote, sous forme de certificats d'investissement : la BNP et le Crédit lyonnais. Emis au début de l'été, ces certificats n'ont pas retrouvé leurs cours d'émission malgré une première distribution d'actions gratuites Crédit lyonnais.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
Bail Investissement	918	1 259	875	1 040
Banque Cie (1)	898	1 395	848	1 152
BNP Certificat d'inv.	577	524	440	472
CETELEM	184	297	179	216
Comptoir Entrepreneurs	598	1 900	925	1 220
Crédit Foncier France (2)	708	2 420	780	1 481
Crédit lyonn. (certif. d'inv.) (3)	975	1 255	911	1 085
Crédit national (4)	1 489	2 218	748	875
Paribas récompte (5)	1 305	1 738	1 330	1 585
Pénabail	228	315	230	269
SADE (6)	440	818	450	540
UCB	467	1 020	431	745

- (1) Emission : 1 pour 8 à 600 F. Cours du droit : 80 F.  
 (2) Attribution gratuite : 1 pour 5. Cours du droit : 250 F.  
 (3) Attribution gratuite : 1 pour 10. Cours du droit : 66 F.  
 (4) Emission : 1 pour 7 à 1 400 F. Cours du droit : 50 F. Attribution gratuite : 1 pour 5. Cours du droit : 120 F.  
 (5) Emission : 1 pour 10 à 250 F. Cours du droit : 60 F. Attribution gratuite : 1 pour 5. Cours du droit : 180 F. Titre divisé par deux.  
 (6) Emission : 2 pour 5 à 180 F. Cours du droit : 30 F.

## CONSTRUCTION MÉCANIQUE

## De mauvaises « affaires »

Crédité d'une hausse globale de 48 % en 1986, le compartiment des constructions mécaniques s'est surtout distingué par quelques « affaires » regrettables, qui ont défrayé la chronique boursière. Ainsi la Commission des opérations de Bourse (COB) a-t-elle saisi les autorités judiciaires pour écarter le cas de la société Générale de fonderie. Alors que ses dirigeants pré-

voient publiquement pour 1985 un résultat en équilibre, voire légèrement bénéficiaire, ils ont ensuite annoncé une perte de 104 millions de francs, faisant silence sur les difficultés de leur filiale GHM. La Générale de fonderie, de Dietrich Nord-Est 70 % du capital de son autre filiale CICH (Compagnie internationale du chauffage), a vu son titre se déprécier, en même temps qu'il passait du règlement mensuel au comptant.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
Av. M. Demuelt	1 225	1 925	1 110	1 325
Compagnie (1)	1 000	1 920	890	1 780
Facom	1 490	1 901	1 325	1 635
Fichtel-Bauhe	655	1 280	668	1 180
Fives-Lille	375,5	630	130	186
Os. Fonderie	125,9	18	9,90	11,30
Mamrhin	189	138	75	83
Pochin	100,1	122	31	38,20
SAGEM	2 100	3 560	2 125	3 500

- (1) Emission à 1 200 F (1 pour 5), cours du droit : 120 F, attribution gratuite : 1 pour 2 : 600 F.

## PÉTROLE

## Grâce au raffinage

Le secteur pétrolier a refait surface cette année pour progresser de 41 %. Les sociétés pétrolières ont pour autant continué de subir les effets conjugués de la chute des prix du baril et de celle du dollar, qui ont considérablement réduit la valeur de leurs stocks, accentuant la rentabilité de l'exportation, déstabilisant la production et l'exploration.

Le maintien en 1986 du prélevement fiscal exceptionnel sur la production (12 % du bénéfice d'exploitation de l'année précédente) a aussi pénalisé l'activité « amont » des firmes.

Mais l'effondrement des prix du baril et l'usage croissant des contrats « netback » (indexation des prix du brut sur ceux des produits transformés, pour protéger l'acheteur contre des fluctuations erratiques) ont permis à la majorité des sociétés de reconstruire leurs marges de raffinage et de distribution en s'approvisionnant dans les meilleures conditions.

Pour certaines, ces gains en aval n'ont pas suffi à effacer les pertes sur la production et les stocks. Esso, filiale d'Exxon, a ainsi enregistré au

premier semestre une perte de 936 millions de francs. Française BP a connu la même déconvenue avec une perte au premier semestre de 945 millions de francs et une dépréciation de stocks de 1,78 milliard de francs.

Total est en revanche resté au-dessus de la ligne de flottaison, grâce à un net redressement de ses marges. Sa filiale Raffinage a de surcroît renforcé ses fonds propres de 4 milliards de francs. Quant au groupe Elf-Aquitaine, il a réussi un sans faute puisque tous ses secteurs d'activité étaient bénéficiaires à la mi-1986. Avec un résultat net semestriel en progression de 17 % (mais un chiffre d'affaires réduit), le groupe français s'est présenté sans complexe au jugement des boursiers, lors de la cession de 11 % de son capital effectuée en octobre. Cette « fausse privatisation » (l'Etat est resté majoritaire à 51 %) a donné à Elf 250 000 nouveaux petits actionnaires, qui ont acquis des titres sur la base de 305 francs — soit une décote de 10 % par rapport au dernier cours coté avant l'opération.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
Application des gaz	175	222	164,20	217
Elf-Aquitaine	196	378	195	317
Esso	458	639	370	440
Francepét	356	380	270	329
Pétroles BP				
(Française des) (1)	98	179,50	93	142
Raffinage et de distrib. (2)	77	225	76	140,20
Sogepar	473	556	387	486
Total (3)	282	485	204,70	415,50
ELF-Cabon	839	1 025	720	899

- (1) Emission à 90 F (1 pour 8). Cours du mois : 15 F.  
 (2) Emission à 120 F (1 pour 4). Cours du mois : 13 F.  
 (3) Emission d'un bon de souscription pour 5 actions A et B. Cours du droit : 10 F.

## DISTRIBUTION

## Vent en poupe

Les valeurs de la distribution ont une fois encore en 1986 compté parmi les vedettes de la cote, enregistrant globalement une progression de 77 % sur l'année. La tendance à la baisse des impôts et des taux d'intérêt, la Coupe du monde de football et la suppression de la taxe sur les magnétoscopes ont coupé sur coup apporté un regain d'activité aux grands magasins.

L'engouement pour les biens de consommation a cependant été plus fort au premier semestre. La vague d'attentats terroristes de septembre à Paris a pénalisé le BHV, les Nouvelles Galeries et les Galeries Lafayette, dont la situation commerciale depuis le début de l'année était déjà moins florissante, comparée à celle de l'ensemble du secteur. Le résultat avant impôt du BHV à l'issue des six premiers mois de 1986 était en repli de 2,4 %. Les Galeries Lafayette n'excluaient pas, de juin, une absence de bénéfice pour 1986 ; les Nouvelles Galeries, tout en sortant du rouge (21,4 millions de francs de bénéfice au premier semestre 1986, contre une perte de 42,5 millions de francs un an plus tôt), n'ont pas digéré toutes leurs restructurations. Autre parent pauvre de la distribution pour l'année écon-

lée, SCOA a vu ses bénéfices fondre (5,1 millions de francs de perte consolidée au premier semestre) en raison, notamment, du net recul de son activité au Nigeria, touché par la crise pétrolière.

Dans la liste, beaucoup plus longue, des valeurs sorties renforcées de l'exercice 1986, Darty compte parmi les mieux placées.

Le titre s'est tellement renchéri (4030 F le 15 octobre) que la direction a préféré diviser sa valeur par dix en novembre. Avec un bénéfice au premier semestre en progression de 158,8 % (part du groupe), Casino a aussi confirmé ses bonnes dispositions de l'année précédente.

Poursuivant son expansion en France et aux Etats-Unis, Carrefour est resté en 1986 la valeur fétiche des étrangers. L'Alsacienne de supermarchés, le Printemps (amélioration de 10 % des résultats escomptés en 1986, Comptoir moderne, Euromarché (rachat de Bricorama à la SCAC) ont aussi tiré leur épingle du jeu, de même que La Redoute, dont le réseau de vente par correspondance a montré tout son attrait au moment des explosions de septembre dans les grands magasins.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
Alsacienne supermarchés (1)	910	1 949	890	1 851
BHV (2)	479	895	380	590
Carrefour (3)	2 940	3 920	2 650	3 710
Casino (4)	1 220	2 540	1 090	2 540
CEDEX	785	1 465	725	1 461
CFAO	1 380	2 197	1 362	2 080
Comptoir moderne	355	733	363	691
Danart	1 915	2 590	1 721	2 490
Darty (5)	1 945	4 818	466	2 550,20
Docks de France	1 565	2 630	1 530	2 530
Euromarché	1 490	2 925	1 270	2 870
Galerias Lafayette	952	1 605	735	946
Guyenne et Gascogne	550	786	508	744
Nouvelles Galeries	340	630	285	595
Printemps	394	745	415	545
Promodès	1 180	2 485	1 101	2 255
Redoute (La)	1 995	2 690	1 700	2 479
SCOA	832	1 127	833	92,50
UTS		1 238	833	1 037
Viniprix	740	1 650	812	1 650

- (1) Attribution gratuite (1 pour 5), cours du droit : 360 F.  
 (2) Attribution gratuite (1 pour 5), cours du droit : 120 F.  
 (3) Attribution gratuite (1 pour 3), cours du droit : 1 200 F.  
 (4) Attribution gratuite (1 pour 10), cours du droit : 200 F.  
 (5) Titre divisé par 10.

## BATIMENT

## Le roi Bouygues

Le BTP a, en 1986, véritablement pris sa revanche sur une décennie de crise, en se hissant au premier rang. Ce n'est pas tant à cause de la conjoncture, dont la timide amélioration demandée à être confirmée, que des résultats et perspectives des entreprises du secteur. En prévision, peut-être, du pactole représenté par les grands chantiers futurs (tunnel de la Manche et Euro-Disneyland de Marne-la-Vallée), les projecteurs se sont ralliés sur presque tous les grands du BTP.

La vedette est incontestablement revenue au roi Bouygues. Se déployant tous azimuts, le groupe de Francis Bouygues a d'abord manœuvré pour devenir le numéro un mondial de la branche avec près de 50 milliards de francs de chiffre d'affaires, en rachetant la SCREG en perdant (1,7 milliard de francs de dettes) au nez et à la barbe de ses rivaux intéressés, eux aussi, à la reprise (Auxiliaire d'entreprises, Dumez, Spie Baugéolles). Bouygues a participé à hauteur de 80 % à la reconstruction des fonds propres de cette affaire, dont le retour aux bénéfices, déjà, est prévu pour 1987 (100 à 200 en 1988). En outre Francis Bouygues s'est offert les Trois Quartiers pour 300 millions de francs, et s'est attaqué à Spie Baugéolles, réussissant à racheter 33,9 % de son capital, malgré les efforts de Schneider, se faisant même. En plus Bouygues a décroché deux gros contrats, l'un pour câbler la Drôme, l'autre pour construire le pont de l'île de Ré. Maintenant, le groupe vise TF 1. Malgré le poids de SCREG, Bouygues table pour 1986 sur un résultat consolidé avec cette affaire en hausse de 5,1 %. L'an prochain, Bouygues s'installera dans

son palais de St-Quentin-en-Yvelines, dont la taille va rendre jaloux son illustre voisin, le roi Soleil.

Lafarge s'est distingué en annonçant 227 % de profits en plus au 30 juin, grâce à l'amélioration de sa productivité et à la disparition des provisions pour restructuration. Ses résultats 86 devraient être excellents.

Foliet a intégré les activités maritimes de la SCAC et prévoit de dégager pour l'exercice entier un bénéfice net de 50 %.

Pour Dumez, 1986 devrait être un bon cru.

En raison du rachat de Quillery et de provisions pour risques sur des chantiers soudoyés, Auxiliaire d'entreprises maintiendra ses résultats 86 au niveau 85 (+35 %). L'augmentation des profits reprendra l'an prochain.

GTM Entreprises est dans une situation comparable. Le recensement des activités sur la France se confirme. De ce fait, la firme a conclu un accord de coopération technique avec Dumez, qui possède déjà 10 % de son capital, avec des rumeurs de fusion.

La Générale des eaux a pris une participation dans les filiales BTP de St-Gobain, qui ont été rassemblées dans SOGEA et SOBEA, la SGE-SB, autre filiale, prévoyant le retour à l'équilibre pour 1986 et des bénéfices pour 1987.

Mouton noir du compartiment, Maisons Phénix continue à enregistrer des pertes. Cette autre filiale de la Générale des eaux pourrait être regroupée dans une nouvelle entité, ou dir-on, être vendue.

Valeurs	Fin 1985	Plus haut	Plus bas	Fin 1986
Auxiliaire d'entreprises	1 385	1 663	1 008	1 480
Bouygues (1)	964	1 470	907	1 270
Ciments français (2)	472	875	485	781
Colas	470	1 365	428	1 349
Dumez (3)	1 052	1 897	1 030	1 960
GTM-Entreprises	332	570	268	470
Lafarge-Coppée (4)	779	1 620	741	1 368
Maisons Phénix	177	351	149	197
Foliet (5)	895	1 734	820	1







## Le meilleur et le pire

**Boesky** ■

## L'«affaire Boesky»

s » concerné quelques mois plus tôt par la SEC à 12 millions de dollars d'amende), Boskey s'est taillé la réputation d'un homme qui ne prend pas le risque financier. Pour ne pas aller en prison, Levine l'a vendu à son meilleur prix.

Pour les mêmes raisons, Boskey a enregistré dans ses semaines précédant sa condamnation des appels téléphoniques avec d'autres initiés. En 1986, d'autres têtes étaient en passe de tomber à Wall Street...

## En queue de peloton

par la Réserve américaine d'abaisser son taux d'escompte raviva l'ardeur de la spéculation.

Avec l'allègement des taxes et d'une accélération la grande reprise de l'année 1987, troisième août. Las! Elle n'eut pas plus de succès que les précédentes, l'atténuation rapide des espoirs de

■ par la Réserve ■ américaine d'abaisser son taux d'escompte raviva l'ardeur de la spéculation.

Avec le ■ d'allègements fiscaux et d'une accélération ■ la ■ 1987, ■ troisième grande reprise ■ l'année ■ produit ■ août. Las! Elle n'eut pas plus de succès que les précédentes, l'atténuation rapide ■ espoirs de

## Double pause

Une autre pause dans la baisse (à vrai dire, une légère reprise)

L'année d'essai terminée dans un climat de suspense. Le dirigement international, sans grande-fumée, montre qu'elle pouvait être le discrédit sur le plus grand marché de valeurs au monde. L'année 1985 avait été l'émoussement des réactions. L'année 1986, au contraire, a été instantanément l'OPA inamicale, 1986 restera comme l'année des initiatives (*iniciers*). Si certains, et non des moindres, ont voulu en tirer la conclusion que les marchés financiers ont leurs méfaits, la SEC (Security and Exchange Commission) — organe de contrôle — bourses — n'a pas pu trouver le moyen d'étouffer ces affaires. L'année 1986 a été l'année de la mise en place de la réglementation des dix principales Bourses du monde prévue de renforcer leur coopération — à travers des frontières — afin d'intervenir à temps. Un respect à l'effort de 1986, qui témoignait l'évolution, indique que la cotation en fin de parcours, alors que la crainte d'une remontée sursuée des

## A l'heure du Big Bang

● La cotation à la criée cède la place à une noria d'ordinateurs qui transmettent les cours en continu jusque dans les salles de transaction des firmes de courtage. Rome n'est plus dans Rome.

Soucieux de renforcer la protection des investissements, le gouvernement a mis en place une nouvelle loi du *Financial Services Act*. Cette autorité supérieure de contrôle, le SIB (Security Investment Board). Cette nouvelle institution n'a pu empêcher le premier sacrosc du « Big Bang » : fin novembre, M. Geoffrey Collier, un responsable de la banque d'affaires Morgan Grenfell, s'est rendu coupable d'un délit d'intérieur, mettant à profit des informations confidentielles pour spéculer sur le marché intérieur. En décembre, les transactions étaient comme auparavant, mais les abus du même genre.

## Un souffle court

valait la chandelle : la City a frappé le 27 octobre les trois coups de la grande déréglementation des marchés financiers (voir encadré), destinée à accroître la dimension internationale des Londres, New York et à Tokyo. Seule une panne générale du système informatique a quelques peu retardé les opérations.

Les 4,3 millions d'élèves  
qui ont ensuite début décembre

(\*) En dollars.

## D'UNE PLACE A L'AUTRE

Place	Pin 1985	Pin 1986	%	Pin late 1986	Pin late 1986
Milan	451.97	702.67	+ 55	598.20	454.76
Zurich	618	671	+ 8.5	661.90	579.76
Frankfurt	1908	2008.76	+ 5.3	2278.80	1749.70
Brazilia	3924.25	4834.99	+ 23.5	4131.60	2766.11
Amsterdam	252.40	399.80	+ 11.2	501	340.40
Hongkong	1543	2065.77	+ 64	2993.72	1399.94
New-York	1536.49	1923.85	+ 25.4	1955.57	1582.20
London	2116.20	1272.10	- 13.9	1425.96	1094.30
Tokyo	1694	1664.60	- 1.5	1503.35	1625.85

## Dans le sillage des shinjinrui

Ce sont des jeunes gens d'une vingtaine d'années, formés au marché des changes et qui ont gardé du négoce des monnaies de solides habitudes d'agressivité. Connaissant très mal ou pas du tout les valeurs mobilières, ils se sont lancés dans une spéculation effrénée, jouant à fond les cartes des anticipations.

	Cours	Cours
--	-------	-------

	nn 1983	nn 1986
Alkal	395	370
Bridgestone	522	733
Canon	1 170	1 060
Fuji Bank	1 540	1 810
Honda Motors	1 210	1 408
Matsushita Electric	1 330	2 160
Mitsubishi Heavy	387	426
Sony Corp.	4 098	3 500
Toyota	1 210	2 290

déconfiture (chantiers navals, métallurgie, ingénierie, ~~publics~~) — raison des énormes actifs immobiliers que celles-ci détiennent à Tokyo et dans sa région où le mètre carré de terrain vaut ses

... d'or. Ces « golden boys »  
l'agon nipponne, et pour eux de  
l'argent japonais connu le Japon, et  
l'ignorer la prudence. Ils ont, eux  
aussi, donné une forte impulsion  
au marché, entraînant dans leur sillage  
un nombre d'investisseurs moins auda-  
ceux.

La force de monter. Le [ ] devenait chaque jour plus vulnérable. Le seuil de l'automne, le Bourse de Tokyo [ ] la seule à n'avoir pas encore fait sa [ ]. Le réveil fut brutal. Le marché eut droit, le 12 septembre, à son vendredi noir avec un premier record de baisse en une séance (- 461 points au Nikkei) puis, dans la foulée, le 16 septembre, à un mardi terrible (- 537,3 points). La place mit plus d'un mois à s'en remettre, les incertitudes liées à l'évolution du loyer de l'argent dans le monde ajoutant encore à la confusion générale.

Le plan de relance mis en œuvre par le gouvernement, la décision prise par la Banque de Tokyo d'abaisser son taux d'escompte à son plus bas niveau depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, enfin l'accord américano-nippon sur le maintien de la parité monétaire yendollar ont remis du baume sur le cœur meurtri des boursiers nippons. Le marché se mit en devoir de remonter la pente. La vive reprise de Wall Street eut un effet isti-

En fin d'année, le Kabuto-cho avait rejoint ses plus hauts niveaux de l'année. Mais beaucoup se posaient déjà la question de savoir quelle coloration l'année boursière 1987 allait prendre. Le Japon a des atouts. La baisse des matières premières en a constitué un jusqu'à la reprise des prix du pétrole en décembre. Malgré l'encherissement du yen, ses entreprises ont réussi à

Conserver à peu près intactes leurs parts de marché à l'extérieur grâce à une judicieuse politique d'implantation. Mais la croissance se ralentit. Le yen n'est pas à l'abri de nouveaux méfaits du dollar. Et nul ne sait où conduira la réduction de production décidée par l'OPEP. Tout dépendra

L'événement en 1986 a été l'entrée au Kabuto-cho de firmes étrangères, à savoir trois américaines (Merrill Lynch, Goldman Sachs, Morgan Stanley) et trois britanniques (Jardine Fleming, Victoria...

[illegible]











# Sports

Le Monde 30 décembre 1985 15

VOILE : les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton

## L'informatique à la barre

Les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, disputées au meilleur des sept régates, ont débuté le dimanche 28 décembre à Fremantle par les victoires des favoris : New-Zealand (Chris Dixon), qui a devancé French-Kiss (Marc Pajot) de 2 m 46 s, dans la première régata, puis de 2 m 40 s dans la deuxième demi-

**FREMANTE**  
de notre envoyé spécial

Le départ de la première demi-finale de la Coupe Louis-Vuitton approchait. Depuis plus d'une heure, French-Kiss et New-Zealand tiraient des bords au milieu des bateaux des spectateurs. Les deux 12 mètres JI avaient déjà « entré » dans leurs ordinateurs la position exacte des bouées. Grâce au système français de positionnement Syledis, utilisé spécialement pour les forages en mer ou pour le guidage des pros pétroliers dans les canaux, les deux tacticiens pouvaient connaître en permanence, avec une marge d'erreur inférieure à 5 mètres, leur situation sur le parcours. Une aide précieuse qui libère le navigateur de French-Kiss, Bertrand Pace, qui ne risque plus de se perdre entre les bouées comme Eric Tabarly à la barre du France du baron Bich dans le brouillard de Newport.

Depuis la vedette météo, Didier Wisdorf et Philippe Gouard avaient communiqué leurs dernières informations sur l'évolution probable du vent d'est qui devait varier de 18 nœuds à 15 nœuds sur une mer assez plate. Les voiles à hisser et à embayer avaient été choisies en conséquence. Comme lors de tous les départs par vent fort, au moment où les deux 12 mètres se sont mis à courir, Bertrand Pace, il observait alternativement les évolutions de New-Zealand et le terminal central des deux ordinateurs de bord.

Sur cet écran, les trois hommes pouvaient voir apparaître la ligne de départ reconstruite et la partie la plus favorable de cette ligne avec une flèche montrant le flux actuel du vent et son évolution au cours des minutes précédentes. Compte tenu du vent, de la position du bateau et de ses performances moyennes antérieures, l'ordinateur calculait, en

permanence le temps exact pour aller couper la ligne. Depuis le premier Round Robin de la Coupe Louis-Vuitton, le départ est l'un des points forts de French-Kiss, qui a d'ailleurs franchi la ligne avec 1 seconde d'avance sur New-Zealand.

### Dialogues sur ordinateurs

« Notre système informatique a été conçu selon nos propres critères », explique Marc Bonet, qui dirige le programme assisté de Bertrand Pace et des ingénieurs Philippe Crouch et Paul Lachlune. Notre singularité a été de ne faire appel à aucun technicien américain ou autre. Or je pense que notre système est le plus performant du monde. Ce qui se fait de mieux. » Contrairement à d'autres challengers qui ont opté pour des systèmes américains commercialisés, Marc Pajot a, comme pour les voiles, choisi le développement d'une filière nationale avec le concours du Comité français pour la Coupe de l'America (CFCFA) et la Fédération française de voile, principalement à partir des travaux déjà effectués par Philippe Gouard avec les Méveux.

French-Kiss dispose à son bord de deux ordinateurs alimentés par 250 kilos de batteries reliées aux afficheurs par 500 mètres de câbles et deux cents connexions. Ces ordinateurs sont connectés à des capteurs de pression dans des caissons étanches et refroidis pour éviter le surchauffement des puces connues en février dernier à l'occasion du championnat du monde. Le premier enregistreur toutes les 1 seconde 25 centimètres les relevés des capteurs (speedomètres, gyroscopes, anémomètres, compas électronique, données de gîte et de tangage, angles de barre, position du bateau, etc.), enregistre certains et les envoie à la demande sur les afficheurs installés devant les équipiers ainsi que dans l'ordinateur tactique.

L'enregistrement de ces paramètres constitue aussi la « mémoire » de la course, désignée tous les soirs en rentrant à quai. « Ce système est le seul central pour la progression de toute l'équipe », explique Marc Bonet. Nous sommes fournisseurs de services pour le barreur qui peut « vérifier » à tout moment la performance tout le potentiel de vitesse, pour les responsables de la voilerie qui peuvent juger de façon objective les différentes voiles, pour l'architecte qui étudie les réactions du bateau en vue de le faire évoluer. Cela permet d'établir les codes de référence qui sont mémorisés pour pouvoir être consultés dans des conditions météorologiques comparables.

Marc Bonet et Bertrand Pace peuvent dialoguer en course avec le deuxième ordinateur dit « tactique » à l'aide d'un clavier. Le plus souvent, ils gardent sur leur écran la position du bateau par rapport aux lignes (1) et la reconstitution du vent réel. Cette reconstitution est d'ailleurs l'une des opérations les plus délicates du programme informatique, puisqu'il faut tenir compte, à partir des enregistrements de tous les capteurs, du déplacement du bateau, des turbulences créées par les voiles sur les giroscopes et du sonnet du mât, du tangage et du roulis amplifiés à plus de 20 mètres de haut. Or, pour un 12 mètres JI qui peut remonter au près à 30 degrés du vent, une différence de 1 degré se traduit par 30 mètres à 40 mètres entre deux bords.

Grâce aux ordinateurs, le tacticien peut aussi connaître les prévisions sur le bord suivant pour choisir le spinnaker ou donner au barreur le cap qu'il va devoir suivre en sortie pour un bord de large. A l'approche d'un nouveau bord de près, il peut rappeler en mémoire ce qui s'est passé sur les précédents, etc.

« Le système informatique de bord est un élément qui permet d'améliorer ces analyses à tous les

Dans le quatrième Round Robin des défenses, Australia-IV a profité de ses victoires successives sur Stead-and-Kidney et sur Kookaburra-III pour passer en tête avec 59 points à été rejoint lundi après sa défaite face à Kookaburra II par Kookaburra-III vainqueur de Stead-and-Kidney.

« L'ordinateur ne doit pas prendre la décision en fonction de l'adversaire, explique Marc Bonet. C'est vrai qu'il prend une importance toute particulière lorsque les deux bateaux sont très proches et que toute erreur sur un bord peut se révéler catastrophique ».

Ce n'était pas le cas dimanche pour la première régata contre New-Zealand. Roulé à l'aveugle, avec un carène « mou » et une stabilité et la puissance du bateau dans le temps médium, French-Kiss a perdu toutes ses chances. Le premier bord de près. Distancé dans un duel de virements, suivi d'un faux virement qui lui a fait perdre le combat, le bateau français accusait déjà plus de 1 minute de retard à la première bouée.

« Les modifications apportées à French-Kiss ont permis de progresser dans les virements de bord et la vitesse au près », estimait Marc Bonet. Nous avons commis quelques petites erreurs en nous montrant un peu trop agressifs au départ. Ensuite, le vent s'est montré trop stable en force et en direction pour nous permettre de tester quel que soit ce soit comme un bateau comme New-Zealand ».

GÉRARD ALBOUY.

(1) « Cadre » en forme de losange dans lequel le bateau doit se maintenir pour progresser normalement d'une bouée à l'autre sur un bord de près.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre article consacré à la présentation de l'équipe de French-Kiss (le Monde du 20 décembre), ce n'est pas Stanislas Drioux mais Bertrand Collignon qui est considéré comme titulaire du poste numéro 2 sur pied du mât depuis le début du deuxième Round Robin.

TENNIS : L'Australie remporte la Coupe Davis

## Pat et Mat

L'Australie a remporté pour la vingt-sixième fois la Coupe Davis, en battant, comme en 1983, la Suède, détentrice du trophée depuis deux ans, par trois victoires à deux, du 26 au 28 décembre à Melbourne. Dans le quatrième match décisif, Pat Cash, déjà vainqueur de Stefan Edberg puis du double, associé à John Fitzgerald, a battu Michael Pernfors 2-6, 4-6, 6-3, 6-4, 6-3.

Ces quarante jeux dont cent quatre en simple, et neuf heures cinquante minutes de matches en trois jours : c'est le programme marathon qui a permis à Pat Cash d'offrir, presque à lui tout seul, la Coupe Davis à son équipe. Face à une sélection suédoise qui comptait quatre joueurs classés dans les dix-neuf meilleurs mondiaux, malgré l'absence du jeune marié Mats Wilander, l'Australie ne pouvait aligner que Pat Cash (24<sup>e</sup>), Paul McNamee (45<sup>e</sup>), John Fitzgerald (101<sup>e</sup>) et Peter McNamara (307<sup>e</sup>).

Comme en 1983, où son équipe avait déjà battu la Suède en finale sans qu'aucun joueur figure dans les trente premiers mondiaux, le capitaine australien Neal Fraser a su recréer un climat propice au succès (le Monde du 28-29 décembre). Ainsi Pat Cash avait-il réussi un premier exploit en battant en ouverture Stefan Edberg, cinquième joueur mondial et champion d'Australie en titre, sur cette même herbe du stade Kooyong de Melbourne, avant de récidiver le lendemain associé à John Fitzgerald, face à la paire Jarrod-Stefan Edberg, consacrée meilleure équipe du monde au Masters de Londres.

Sa tâche n'était pas plus aisée dimanche, où Michael Pernfors, 63<sup>e</sup> mondial, a déterminé qu'Edberg pouvait paraître déboussé et fataliste. Précis en fond de court dans un passing-shot et ses lobs, difficile à défendre, les Suédois, qui arboraient une coiffure en brosse d'incorruptible militaire, avaient d'ailleurs gagné les deux premiers sets 6-2, 6-4.

Il en fallait plus pour décourager Cash, qui n'avait cessé de faire pression

sur son adversaire par ses montées au filet. Peu à peu, la précision des passages de Pernfors s'émoussait sous l'effet des services caupon (doze axes contre zéro), des volées tranchantes de l'Australien, et d'un soleil peu suédois par ses ardeurs. Le champion du monde junior 1981, fils d'un avocat de Melbourne, devenait progressivement le maître sur cette herbe qu'il avait découverte à quatorze ans, après avoir fait toutes ses gammes sur terre battue.

Après deux heures de jeu, le numéro un australien était revenu à deux sets à un en gagnant le troisième, 6-3. Après trois heures, il égalisait en remportant le quatrième set, 6-4. Le public avait de plus en plus l'occasion de brandir des cartons commentant le génie ou la rusticité de son idole, qui faisait toujours preuve de la même lucidité sur ses montées. C'est à 2-2 que Cash faisait le break sur un extraordinaire passing-shot décroché en fond de court sur une volée amortie qui laissait les jambes. La victoire était alors un verdict tombait après quarante minutes de jeu sur un impitoyable smash, suivi d'un bond de kangourou qui précipitait Cash dans les bras de Neal Fraser.

Agé de vingt et un ans, il aura une belle occasion de confirmer cet exploit dans les championnats du monde d'Australie du nouveau) qui devraient réunir, pour la première fois depuis une ou deux décennies, sept des dix meilleurs joueurs mondiaux (Lendl, Becker, Noah, Edberg, Leconte, Nyström, McEnroe) et John McEnroe, du 12 au 25 janvier à Melbourne.

G.A.

## Fin de revers

SYDNEY  
de notre correspondant

« Un miracle moderne. » A côté, le retour de Lazzari du pays des morts fait figure de force pour enfants. « La victoire la plus douce depuis la première victoire australienne en Coupe Davis en 1907... »

Au lendemain de la victoire australienne en Coupe Davis, le pays-continent n'a pas assez de mots pour célébrer ce succès. Car c'est bien de la victoire de cet enfant du pays qu'il s'agit plutôt que de celle de l'équipe australienne, comme l'a publiquement reconnu, dimanche à l'issue du match, le capitaine australien Neal Fraser, rompant avec une tradition qui veut que la Coupe Davis récompense une équipe plutôt qu'un joueur.

Si cette victoire 1986 s'accompagne aux antipodes d'une telle euphorie, c'est, bien sûr, parce que Cash a accompli l'impossible : gagné malgré les premiers sets concédés à Pernfors. Mais c'est aussi parce que 1986 n'est pas 1983, année, elle, de tous les succès, dont la mémorable victoire sur les Etats-Unis dans la Coupe de l'America.

Quand Pat Cash a surgi sur les courts de Kooyong à Melbourne, les Australiens attendaient douze mois sombres, tant sur le plan sportif que sur le plan de leur économie et de leur moral en général.

Le doute, vieux péché national, est revenu cette année hanter l'ancienne colonie, après l'échec en 1984 et 1985.

Comme pour mieux rappeler aux Australiens leur malheur, le match de cricket le plus important de l'année — un sport infiniment plus populaire ici que le tennis — se déroulait dans la même ville et au même moment où Pat Cash défendait, en finale, les couleurs or et vert du pays. Et l'équipe australienne, qui n'a fait, cette année, qu'accumuler des défaites, perdait son plus mauvais desquips de cricket au monde aujourd'hui.

Par ailleurs, ce même dimanche, à l'autre bout du continent, les demi-finales des éliminatoires de la Coupe de l'America débattaient. Le bateau New-Zealand, grand favori de ces demi-finales, n'a fait que donner des suaves froides aux Américains et aux Français. Le pire affront que peuvent concevoir les Australiens, détenteurs du titre, serait d'avoir à céder en finale le trophée tant cher au minuscule voisin néo-zélandais, pour lequel ils nourrissent un mépris bien connu.

Voilà pourquoi, en cette veille d'année nouvelle, chacun ici est d'autant plus avide de croire à cette victoire en Coupe Davis et de la célébrer comme un talisman qu'on n'espérât plus.

SYLVIE CROSSMAN.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

**CHAMPIONNAT DE HOULLES**  
1. Arpin (ASA), 11 m 19 s ;  
2. Mamedov (Prt.), 26 m 21 s ;  
3. Harris (G-B), 26 m 49 s.

**CORRIDA**  
**DISSY-LES-MOULINEAUX**  
1. (Id.), les 6,900 km en 11 m 28 s 4 ; 2. De Brouwer (P-B) 19 m 30 s ; 3. Clarke (G-B), 19 m 43 s.

**CORRIDA DE SAINT-MAUR**  
1. Prizon (ASPP), le 9,5 km en 26 m 40 s (record de l'épreuve) ;  
2. M.L. Bishop (Angl.), 27 m 4 s ;  
3. Fournier (Prt.), 27 m 14 s.

### Basket-ball

**TOURNOI DE NOËL**  
France-Bretail ..... 89-86  
Yougoslavie-Etats-Unis ..... 98-90  
Match pour la troisième place :  
Bretail bat Sélect, amér. .... 100-89  
Finale  
France-Yougoslavie ..... 111-105  
Classement final. — 1. France ;  
2. Yougoslavie ; 3. Bretail ; 4. Sélecton américain.

### Jeu à XIII

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**  
Avignon b. Saint-Gaudens ..... 12-8  
Carcassonne b. Albi ..... 30-8  
Carpentras b. Le Pontet ..... 14-10  
Saint-Estève b. XIII Catalan ..... 16-10  
Toulon b. Roanne ..... 11-10  
Villeneuve b. Lézignan ..... 26-24  
Classement. — 1. Saint-Estève, 32 ;  
2. Toulon, Villeneuve, 32.

### Rugby

**COUPE DES PROVINCES**  
(Quarts de finale)  
A. Languedoc : Côte basque b. Armagnac  
B. Lorraine : Alsace b. Champagne  
C. Bourgogne : Alsace b. Champagne  
D. Aquitaine : Lorraine b. Alsace  
E. Midi-Pyrénées : Lorraine b. Alsace  
F. Lorraine : Alsace b. Champagne  
G. Alsace : Lorraine b. Alsace  
H. Alsace : Lorraine b. Alsace  
I. Alsace : Lorraine b. Alsace  
J. Alsace : Lorraine b. Alsace  
K. Alsace : Lorraine b. Alsace  
L. Alsace : Lorraine b. Alsace  
M. Alsace : Lorraine b. Alsace  
N. Alsace : Lorraine b. Alsace  
O. Alsace : Lorraine b. Alsace  
P. Alsace : Lorraine b. Alsace  
Q. Alsace : Lorraine b. Alsace  
R. Alsace : Lorraine b. Alsace  
S. Alsace : Lorraine b. Alsace  
T. Alsace : Lorraine b. Alsace  
U. Alsace : Lorraine b. Alsace  
V. Alsace : Lorraine b. Alsace  
W. Alsace : Lorraine b. Alsace  
X. Alsace : Lorraine b. Alsace  
Y. Alsace : Lorraine b. Alsace  
Z. Alsace : Lorraine b. Alsace

### Ski alpin

**COUPE DU MONDE**  
Selon parallèle de Berlin-Ouest  
1. Stock (Autr.) ; 2. Krizaj (Youg.) ; 3. Eder (RFA) ; 4. Benedik (Youg.) ; 5. Wenzel (RFA) ; 6. Berthold (Autr.) ; 7. Pieren (Suisse) ; 8. Haizer (Suisse).

### Tennis

**FINALE DE LA COUPE DAVIS AUSTRALIE-SUÈDE : 3-2**  
1. Cash (Austral.) b. Edberg (Suède), 13-11, 13-11, 6-4 ;  
2. Pernfors (Suède) b. McNamee (Austral.) 6-3, 6-1, 6-3 ;  
3. Fitzgerald (Austral.) b. Edberg-Jarrod (Suède), 6-3, 6-4, 4-6, 6-1.  
Dimanche : Cash (Austral.) b. Pernfors (Suède), 2-6, 4-6, 6-3, 6-4, 6-3 ; Edberg (Suède) b. McNamee (Austral.), 10-8, 6-4.

BASKET-BALL : le Tournoi de Noël

## Paniers cadeaux



Georges Vestris, le numéro 15 de l'équipe de France, tente d'empêcher le yougoslave Stojan Vrankovic de marquer.

En battant la Yougoslavie, numéro trois mondial, pour la première fois depuis dix-sept ans, l'équipe de France de basket-ball s'est offert un fameux cadeau de fin d'année, dimanche 28 décembre, devant les 4500 spectateurs enthousiastes du stade Pierre de Coubertin, à Paris. Victorieuse la veille d'un autre adversaire huppé, le Brésil, elle succède au palmarès du Tournoi de Noël à l'URSS, qu'elle avait battu l'an dernier en finale.

Plus que le résultat, c'est la manière qui est prometteuse à six mois de l'ouverture de l'Euro. Agressifs en défense à l'image de Richard Dancourt et d'Eric Saubert, et inspirés en attaque, les Français ont mis sous l'éclairage le meneur de jeu yougoslave Drasen Petrovic, désigné récemment comme le meilleur joueur européen. Dans l'insouciance de servir ses partenaires, il dut marquer lui-même 38 points pour permettre à son équipe de rester au contact de l'équipe de France, riche désormais de quatre meneurs de jeu très complémentaires : Demory, Huijnen, Bressant et Monclar.

Entraineur national depuis moins de dix-huit mois, après des Jeux olympiques et un championnat d'Europe 1985 calamiteux, Jean Galle a peu à peu imprimé son style et sa personnalité. Aujourd'hui, il compte les points. « L'an dernier, dit-il, nous cherchions à faire de bons matches, puis à obtenir de bons résultats, aujourd'hui, nous jouons pour gagner ».

ATHLÉTISME : courses de demi-fond

## Corridas en banlieue

Déjà vainqueur des cross Dauphiné, du Pétain et du Figaro depuis le début de la saison hivernale, Paul Arpin a décroché une nouvelle médaille à son palmarès en remportant, dimanche 28 décembre, la quinzième corride de Houilles (Yvelines).

Le Savoyard a devancé le Portugais Fernando Mamede, et l'Américain Mark Nenow, meilleur performeur mondial de la saison sur cette distance. Au terme d'une course de 26 min. et 11 sec., Paul Arpin a déclaré qu'il avait « bien digéré le foie gras de Noël » et qu'il s'était senti capable de repartir « si jamais Mamede avait tenté de revenir sur lui. L'athlète portugais, qui le deuxième démarage du savoyard avant le troisième tour « avait été très difficile pour lui ».

Dans une autre ville de la banlieue parisienne Issy-les-Moulineaux, c'est un jeune ténébreux de vingt-trois ans, qui a remporté samedi 28 décembre une course contre la montre de 6,900 kilomètres, en 19 min. et 28 sec.

Paul Donovan a triomphé d'autres spécialistes du demi-fond européen, le Hollandais Rob de Brouwer et le Britannique David Clarke. Invité de dernière heure, Jacky Bomberger, encore mal remis d'une récente blessure, s'est classé cinquième à plus de 1 min. du vainqueur, malgré une course très régulière.

A Jean-Louis Prizon, champion de France du 10 000 mètres, s'est imposé devant l'Anglais Mike Bishop.

AUTOMOBILISME : Rallye Paris-Dakar

## Plaintes d'Ickx

Alors que les cinq cents concurrents du neuvième rallye Paris-Dakar participent à Rouen aux ultimes vérifications techniques et administratives, la polémique a déjà commencé entre les pilotes. C'est Jacky Ickx qui a ouvert les hostilités en déclarant : « suis choqué par l'étalement des moyens mis en œuvre par Peugeot ».

Il s'agit de l'ancien pilote de l'ancien pilote de chez Mercedes et Porsche, qui conduira cette année une Lada, estime que les organisateurs du Rallye n'ont pas su mettre un frein aux investissements. Thierry Sabine n'est plus là pour répondre, à sa manière à ces accusations. Patrick Verdy, le nouveau directeur de l'épreuve, remarque que « Jusqu'à l'an dernier les stars du rallye étaient Porsche et Jacky Ickx, et qu'aujourd'hui c'est Peugeot... Mais en tout cas le règlement n'a pas changé ».

Responsable de Peugeot-Talbot Sport, Jean Todt ne se laisse pas impressionner par les plaintes d'Ickx. Il estime que l'organisation est moderne : « Nous nous sommes contentés de changer notre organisation sur celle que Jacky Ickx avait mise en place pour Porsche les années précédentes ».

Dès le 1<sup>er</sup> janvier, cette partie guerre des nerfs entre « stars des rallyes » risque de s'intensifier. Au volant de leur véhicule les pilotes, en route vers Barcelone, première étape, auront d'autres soucis.







Economie

Le plan pour l'emploi  
Les jeunes sans formation ni qualification  
n'intéressent guère les entreprises d'Ile-de-France

Le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes produit parfois des résultats en contradiction avec l'objectif recherché. Il tend notamment à éliminer les jeunes sans qualification ou sans formation du marché du travail.

Désigné régional à la formation professionnelle pour l'Ile-de-France, M. Jean-Michel Bérard est préoccupé par cette évolution qu'il suit depuis son poste d'observation privilégié. Il a vu par exemple ressembler des oppositions quand il veut convaincre les employeurs de prendre des jeunes sans formation dans des SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), la moins élaborée des formes en alternance (1). Préférerait-il s'entendre répondre quelque chose « pour ce prix-là », et avec l'exonération à 100 % des charges sociales, on peut trouver plus qualifié et mieux formé.

De coup, estime M. Bérard, ces jeunes ne restent sur les lieux. Ils vont devenir chômeurs sans beaucoup d'espoir de s'en sortir. Un simple calcul montre l'ampleur du drame. Sur les 100 000 demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans que compte la région parisienne, 47 % ont un niveau VI (sortis du premier cycle du second degré et des formations professionnelles en un an, de type CEP, CPEN et CPA) (2) ou un niveau V bis (sortis de la classe de ou avant la dernière année de préparation au CAP).

Que faire de ces 47 000 jeunes qui intéressent si peu les entreprises ? Parmi eux, 3 700 sont orientés vers les places de stage prévues pour le programme seize/vingt-cinq ans, qui devraient être intégralement financées par l'Etat. Mais M. Bérard s'inquiète d'une tendance à la sélection des plus âgés, y compris dans ces programmes

d'attente, qui a pour effet de limiter les chances des autres de dix-huit ans. Seize mille pourraient profiter des conventions signées pour les TUC (travaux d'utilité collective), mais, là encore, le recrutement devient difficile. On ne trouve plus les jeunes qui correspondent aux besoins formulés, « les meilleurs étant attirés vers les SIVP ». Le RAIP, par exemple, renouvelle difficilement ses escouades de « RAIP-Juniors ».

Au bout du mot, ce sont donc 30 000 jeunes qui n'ont aucune chance d'être accueillis et risquent d'être marginalisés. Aussi, M. Bérard se demande s'il ne faut pas intervenir « en amont de la formation en alternance », devenue à son tour, par le biais des aides, un système sélectif.

Cette préoccupation, commune à beaucoup de responsables, ne renvoie pas beaucoup d'écho dans les ministères concernés où l'on fait parfois preuve d'un confiant optimisme. On reconnaît évidemment l'existence d'une population de jeunes particulièrement défavorisée pour qui le passage de l'école à l'entreprise se révèle impossible, malgré ou à cause du manque de formation. On en connaît l'importance : 172 000 de ces jeunes de niveau VI et V bis sont sortis définitivement du système scolaire en 1983. Neuf mois après, 30,5 % d'entre eux (38 % pour les filles) se trouvaient toujours au chômage s'ils n'ont aucun diplôme, et 47 % (58 % pour les filles) s'ils ont le CAP ou le BEP. Ceux qui avaient obtenu un emploi ne représentaient que 9,5 % des recrutements de jeunes débutants. Seulement voilà, on ne propose pas de remède particulier, comme si les choses allaient s'arranger naturellement.

Ainsi M<sup>me</sup> Nicole Catala, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, préférait encore récemment, que ces jeunes aient « une place dans la société ». Elle fait cette perspective « au redémarrage de l'activité économique ». Son assurance lui vient de l'exemple américain où la majeure partie « des emplois nouveaux sont des emplois peu qualifiés ».

Depuis des mois, les responsables des divers programmes adaptés à cette population jeune vivent mal, psychologiquement, le climat d'incertitude dans lequel on les a maintenus. Dans bien des situations, cela a pu compromettre leur action, aux résultats déjà maigres. Les missions locales, les PAJO (personnes d'accueil, d'information et d'orientation), sans parler des entreprises intermédiaires, ou encore des expériences menées sur les nouvelles qualifications ont souffert de l'imprécision entretenu, et pas totalement dissipée depuis la nomination de M. Daniel Riché à la tête de la délégation interministérielle qui avait été créée en son temps par M. Bertrand Schwartz, auteur d'un rapport alarmant sur le sujet. Même la réduction du dispositif pour les seize à dix-huit ans et les dix-huit à vingt-cinq ans, désormais unifié et ramené à un objectif global de 70 000 (contre 120 000 auparavant), ne ramène pas la confiance dans les équipes d'animateurs.

M<sup>me</sup> Catala place tous ses espoirs dans le plan d'insertion amorcé en juin dernier et mené depuis la reddition scolaire avec le support de l'éducation nationale. Sera-t-il suffisant ? Le résultat de ce plan est déjà jugé médiocre par la plupart des observateurs. Les plus sévères font remarquer qu'on ne pouvait confier à l'éducation nationale la tâche de

remettre des jeunes sur les rails puisqu'elle n'y était pas parvenue des années durant.

S'adressant aux jeunes sortis du système scolaire en situation d'échec, le plan d'insertion n'a pas encore fait l'objet d'un bilan statistique. Tout au plus peut-on savoir que, à la mi-octobre, de 70 000 à 80 000 de ces jeunes s'étaient présentés pour un entretien préalable dans les établissements scolaires et que 10 000 stages ou contrats de formation en alternance avaient été conclus. Au total, le nombre de jeunes touchés par cette campagne serait évalué à 100 000, y compris ceux qui ont été dirigés vers l'apprentissage, « un jeune CAP sur dix pouvant bénéficier de l'alternance ». Cela aurait cependant en un « effet mobilisateur » sur l'éducation nationale, qui aurait compris sa responsabilité, assure M<sup>me</sup> Catala, le système ayant permis d'autoriser des redoublements là où on les refusait faute de place.

Il ne faudrait pas davantage pour que l'on puisse croire à une politique approfondie en faveur de ces jeunes. Si les étudiants et les lycéens inquiets pour leur avenir, sont capables de manifester, que feront ceux-là, un jour ?

ALAIN LEBEAUX.

(1) Le SIVP est un stage d'une durée de trois à six mois qui comprend quinze heures de formation. L'entreprise reçoit 375 F par mois pour assurer cette formation et, depuis le plan emploi, est totalement exonérée des charges sociales. Le salaire versé au jeune par l'entreprise varie selon l'âge de 17 % à 27 % du SMIC, l'Etat ajoutant une allocation pouvant aller de 580 F à 1 690,50 F.

(2) CEP, classe préparatoire professionnelle de niveau V bis ; CPA : classe préparatoire à l'apprentissage.

ÉTRANGER

Shenyang, laboratoire de la « réforme économique totale »

Les Chinois ont adopté, le 2 décembre, une première loi sur les faillites des entreprises d'Etat déficitaires. Cette législation qui sera des répercussions sur l'emploi a provoqué une vive polémique au sein du Parlement.

En l'absence d'un système national d'assurance-chômage, la recherche de formes alternatives de protection des salariés a constitué un aspect majeur pour nombre de parlementaires. Mais si la loi ne vise plus aujourd'hui que les seules entreprises d'Etat « ayant une responsabilité majeure » et si elle ne doit entrer en vigueur qu'à titre expérimental, les premiers tests ont été réalisés, depuis l'été 1986, dans la ville de Shenyang, au nord-ouest du pays.

debut septembre à des particuliers de trois boutiques collectivisées. M<sup>me</sup> Jing Guizhi, une dynamique célibataire de trente-cinq ans, a acheté une petite épicerie, qu'elle gère avec ses deux sœurs. Après des véritables succès, elle l'a ensuite vendue à 10 000 yuans, dont elle a fourni une partie et emprunté le reste à la famille. « Il ne faudra deux ans pour tout rembourser, estime-t-elle. La boutique est bien située, et je suis encore très jeune. J'ouvre de 6 heures du matin à 9 heures du soir, alors que les magasins d'Etat ouvrent plus tard et ferment au mieux à 7 heures ». Les clients approuvent. M<sup>me</sup> Jing ajoute : « Je veux devenir riche avant les autres, comme le permet la politique du parti... ».

main d'œuvre totale est passée de mille à huit cents personnes, le nombre de cadres (plus du quart du total), et « la plupart incompétents », a été réduit de 21 % tandis que celui des techniciens qualifiés « Cela fait encore deux cents personnes de trop », se plaint-il. C'est pourquoi, un an plus tard, le personnel, furieux, a voté la destitution de son manager. Mais celui-ci a été remis en place par les autorités municipales de tutelle. Il y est resté.

Les chemins en brousse grisonnent. M. Lin est un homme à poigne qui n'a pas peur du risque. Il a ainsi permis à son entreprise de passer en moins de trois ans de 300 000 yuans de déficit à 633 000 yuans de bénéfices. Il a beaucoup investi. Mais comme le pays manque de capitaux, il a utilisé les directives autorisant l'émission d'actions. Une sorte d'actionnariat ouvrier qui lui a permis de dégrader des centaines de milliers de yuans. Aujourd'hui, l'usine est dirigée par un conseil d'administration représenté par les trois types d'actions : publiques, collectives et privées. Ces dernières, d'une valeur nominale de 200 yuans, ont été souscrites par les ouvriers. Le secrétaire du parti en a cinq. « Au début, ils ne voulaient pas, mais aujourd'hui tous veulent être actionnaires ». Ces deux derniers sont en congé maladie. Cela voudrait-il dire que les ouvriers sont plus ou moins obligés de devenir actionnaires ? Difficile à savoir.

Toujours est-il qu'ils sont, comme dans les pays capitalistes, représentés au conseil d'administration. Même si celui-ci n'a pas les mêmes pouvoirs que son homologue occidental. Chaque actionnaire n'a qu'une voix, quel que soit le nombre de ses actions. Et s'il touche des intérêts, il ne peut négocier ses actions — dont la valeur reste fixe — qu'à l'intérieur de l'entreprise. M. Lin pense que, plus tard, on peut être les revendeurs à l'extérieur, voire à des étrangers. Si les actions ne sont pas encore négociables, tel n'est pas le cas des obligations, qui elles aussi, ont fait leur apparition à Shenyang, avant de connaître un grand succès à Shanghai.

Si ces réformes sont importantes sur le plan théorique, si Shenyang est devenu un laboratoire de la « réforme économique totale », il ne faudrait pas en déduire que la ville en est bouleversée. Au contraire, les autorités locales s'efforcent que la presse traque ses projecteurs sur elles, et tente de minimiser ce qui se passe ici. D'autant que, en dépit de termes empruntés au vocabulaire économique et financier occidental, nous doutons pour faire apparaître la Chine plus ouverte qu'elle n'est en réalité. — ces changements sont encore très lents et ne touchent qu'une partie infinitésimale des entreprises. « Pas à pas » demeure la devise de la Chine de M. Deng Xiaoping.

SHENYANG de notre envoyé spécial

Dans cette capitale industrielle de la Mandchourie, baignée par un soleil noyé de pollution, on a déjà tourné la page. L'usine d'équipement auto-explosion en faillite a été revendue, le 25 septembre, à la compagnie locale du gaz, pour 200 000 yuans (1 yuans = 1,74 F), alors qu'elle était estimée à 302 000 yuans. Les enchères ont en fait été contrôlées par les autorités locales lesquelles ont favorisé une compagnie voisine qui avait besoin d'espace pour s'étendre. L'autre entreprise a été prise de retirer ses offres. Enchères « bidon », sans doute, mais qui a permis au nouveau propriétaire d'acheter des bâtiments — sommaires — et un équipement antidiuvien. Ce dernier sera revendu. Quant aux bâtiments, ils serviront au parti d'entreprises et seront en partie utilisés à la fabrication de petit matériel par le personnel féminin.

Titres de propriété

Dans un autre quartier d'immenses constructions par les Soviétiques dans les années 50, M. Dai Zhen a acheté pour 100 000 yuans un magasin qui vend de tout. Grâce à la réforme économique, il a loué cette boutique pendant deux ans ; localement déficitaire, elle est devenue bénéficiaire. Le personnel a vu son revenu augmenter, ses horaires de travail aussi. Ceux du moins qui sont restés, car huit des quatorze vendeurs ont été rendus à leur unité de travail d'origine, un groupe de magasins, les six restants ont été « loués » à M. Dai, qui a le droit de les licencier. Sa fille travaille aussi comme vendeuse. Elle assurera la relève quand il prendra sa retraite.

Car M. Dai, comme M<sup>me</sup> Jing, bénéficie d'un véritable titre de propriété délivré devant notaire et transmissible. Certes, ils affirment que c'est pour le socialisme, la réforme qu'ils se sont lancés dans cette aventure, mais l'attrait du profit n'y est pas non plus étranger. M<sup>me</sup> Jing le reconnaît d'ailleurs.

Excédent record du commerce extérieur

Le commerce extérieur de Taiwan a dégagé, en 1986, un excédent record de 16 milliards de dollars, contre 10,6 milliards en 1985. Les exportations de Taiwan ont augmenté de 30 % en 1986, stimulées par la baisse du dollar américain, sur lequel est indexé le dollar taïwanais.

Venezuela

+ 3,3 % de croissance en 1986, malgré le pétrole

La croissance économique du Venezuela a été de 3,3 % en 1986, malgré une baisse de 30 % (4 milliards de dollars) des revenus pétroliers, qui représentent 80 % des exportations du pays. Le président Jaime Lusinchi a précisé que le résultat de 1986 mettrait fin à huit années consécutives d'appauvrissement du Venezuela et que le taux de chômage était tombé à 10,5 % au deuxième semestre 1986, contre 12,1 % au cours de la même période de 1985.

REPÈRES

Taiwan

Excédent record du commerce extérieur

Le commerce extérieur de Taiwan a dégagé, en 1986, un excédent record de 16 milliards de dollars, contre 10,6 milliards en 1985. Les exportations de Taiwan ont augmenté de 30 % en 1986, stimulées par la baisse du dollar américain, sur lequel est indexé le dollar taïwanais.

Venezuela

+ 3,3 % de croissance en 1986, malgré le pétrole

La croissance économique du Venezuela a été de 3,3 % en 1986, malgré une baisse de 30 % (4 milliards de dollars) des revenus pétroliers, qui représentent 80 % des exportations du pays. Le président Jaime Lusinchi a précisé que le résultat de 1986 mettrait fin à huit années consécutives d'appauvrissement du Venezuela et que le taux de chômage était tombé à 10,5 % au deuxième semestre 1986, contre 12,1 % au cours de la même période de 1985.

Pour ceux qui ont l'étouffé nous faisons du SUR-MESURE

une grande école de management graduate school of management studies SUP DE CO MARSEILLE

ESCAE de Marseille - Luminy Case 911 13289 MARSEILLE Cedex 09. Tél. 91.41.01.50

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE

Performances des SICAV actions 1986

Situation au 10/12/86	Valeur liquidative de l'action	Actif net (en MF)	Performances (%) en comparaison avec l'indice de référence depuis le début 1985
SICAV ACTIONS			
St-Honoré Bio-alimentaire (secteurs agro-alimentaire et santé) .....	724,30	194,0	41,3
Conservateur St-Honoré (diversifiée) .....	1.451,59	265,7	32,0
Croissance Prestige (produits de luxe et activités) .....	355,91	144,1	32,6
St-Honoré Pacifique (pays du Pacifique) .....	503,38	290,8	38,0
St-Honoré PME (sociétés de taille moyenne) .....	429,17	187,5	44,3
St-Honoré Technologies (secteur technologique) .....	699,78	318,0	15,8

camif

Dans sa séance du 18 décembre 1986, le Conseil d'administration a décidé d'accorder une réduction de 3 % en faveur des actionnaires de la CAMIF sur le montant de leurs achats réalisés au cours de l'année 1986.

Comme les années précédentes, cette somme sera inscrite à leur compte individuel le 31 décembre 1986.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale d'avril 1987 les modalités de distribution de cette réduction.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE  
COMPAGNIE PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ  
DIRECTION FINANCIÈRE - DÉPARTEMENT DES CONTRATS EXTÉRIEURS

concerne : prolongement de la date de clôture de l'appel d'offres n° 1808

Suite à notre annonce de l'appel d'offres n° 1808 pour JANDAR THERMAL POWER STATION de 2 x 60 MW utilisant du coke, mentionné dans le bulletin officiel quotidien n° 5387 du 22-8-1986.

La date de clôture pour la soumission des offres est reportée au lundi 23-8-1987.

Nous attirons votre attention sur le fait que PEE a publié un addendum à ce sujet et que nous le distribuons à tous ceux qui ont obtenu le dossier d'appel d'offres.

LE DIRECTEUR DE LA C.P.E.

APPEL DE CANDIDATURE

Le gouvernement a procédé au cours de l'été à un examen approfondi du projet d'équipement initiallement conçu pour la Bastille avec le double souci d'en diminuer le coût, notamment en fonctionnement, et de mieux définir sa vocation culturelle en liaison avec les autres salles parisiennes.

Sur la proposition du ministre de la culture et de la communication, la décision a été prise de réaliser la grande salle avec tous ses équipements scéniques. En revanche seul le gros œuvre de la partie du bâtiment qui devait accueillir la salle modulable sera réalisé. Quant aux ateliers de décors, ils ne seront pas construits.

L'affectation des espaces et des terrains ainsi exclus du programme initial sera réalisée suivant un processus en deux étapes :

1) UN ACTE DE CANDIDATURE FORMANT CONCOURS D'IDÉES SERA ADRESSÉ EN TROIS EXEMPLAIRES, AU PLUS TARD D'ICI LE 15 JANVIER 1987, A 12 HEURES, A L'ADRESSE SUIVANTE :

MONSIEUR LE CHARGÉ DE MISSION  
DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION  
MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE COORDINATION  
DES GRANDES OPÉRATIONS D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME  
23-25, AVENUE FRANKLIN-ROOSEVELT 75008 PARIS.

CET ACTE COMPORTERA NOTAMMENT :

- Une fiche détaillée sur l'identité de la société ou du groupe de sociétés candidates à la reprise : moyens d'étude et de réalisation propres ou associés, résultats financiers des derniers exercices, principaux dirigeants, listes des réalisations passées marquantes, etc.
- Une description détaillée du projet envisagé pour la reprise des bâtiments et espaces précités comportant notamment l'indication des investissements et activités prévues avec éventuellement une esquisse architecturale, l'indication du mode d'exploitation, des opérateurs prévus et de l'équilibre financier de cette exploitation, etc.
- Une indication sur la complémentarité entre les activités nouvelles envisagées et l'activité culturelle de la grande salle de la Bastille, dont la vocation est à la fois chorégraphique, musicale et lyrique.
- Une commission, dont la composition sera arrêtée par le ministre de la culture et de la communication, effectuera une présélection des candidatures ainsi présentées.

2) La même commission effectuera ensuite une sélection définitive au vu de projets plus détaillés établis sur la base d'un dossier de consultation.







## Marchés financiers

[illegible]



ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La montée des oppositions en Libye.	8 Education. — Point de vue : « Transformer l'essai », par Jean-Pierre Chevènement.	15 La Coupe de l'America.	7 Une exposition Rodin à Londres.	16 La grève à la SNCF.	Radio-télévision ..... 13
4 Les troubles du Kazakhstan et les droits de l'homme en URSS.	— Médecine : succès dans le traitement d'une forme grave de paludisme.	— L'Australie remporte la Coupe Davis.	— Le match des dictionnaires de musique.	17 Le plan pour l'emploi des jeunes.	Annuaire classés ..... 14
5 Amorce d'une réelle négociation à Sri-Lanka ?	— L'accident de télécabine des Orres.		— Cinéma : la Gerpoirière, de Billy Wilder, et On a volé Charlie Spencer, de Francis Huster.	18-19 Les marchés financiers.	Météorologie ..... 13
					Mots croisés ..... 14
					Loto, Loto sportif ..... 14
					Programmes des spectacles ..... 8

## CHINE

## Ferme mise en garde des autorités aux étudiants contestataires

Pékin (AFP, Reuters). — Le Parti communiste chinois a lancé lundi 29 décembre, une sévère mise en garde aux éléments les plus radicaux de la contestation étudiante qui agite le pays depuis le début du mois, en soulignant que la loi punirait ceux qui se posent en « ennemis » du système socialiste.

« La démocratie en Chine est une démocratie socialiste, portée par la vaste majorité du peuple (...). Elle ne peut qu'une poignée de gens qui tentent de saboter le système socialiste ou qui lui sont hostiles et d'autres criminels », a souligné le Quotidien du peuple, dans un commentaire publié en première page. « Quiconque traite le parti et le gouvernement populaire comme un gouvernement réactionnaire se met en fait lui-même dans une position d'adversaire du peuple », a ajouté l'organe de parti.

La nuit précédente, entre deux cents et trois cents étudiants de l'Ecole normale de Pékin ont défilé dans divers quartiers de la capitale, selon le quotidien officiel les Nouvelles du soir. Peu après 2 heures du matin, ces étudiants se sont rendus sur trois autres campus de la ville, ont révisé leurs cahiers et ont tenté de les persuader de se joindre à leur manifestation. Se heurtant à un refus, les manifestants, « déçus », se sont dispersés, a précisé le quotidien.

Les autorités tentent, par la menace, d'isoler les éléments les plus radicaux de la contestation étudiante et de décourager la majorité des étudiants modérés de continuer un mouvement qui ne chercherait globalement qu'à accélérer les réformes. Des slogans et des drapeaux (affiches murales) d'étudiants ont été mis en cause à plusieurs reprises la légitimité du Parti communiste, en demandant par exemple

que soit mis « fin à la dictature ». Une affiche à Tianjin (nord-est) avait même appelé les étudiants à prendre exemple sur le renversement de l'ex-président philippin Ferdinand Marcos en février.

« Il existe quelques personnes qui ont des desseins secrets, qui essayent de calomnier la direction du parti et le système socialiste, pour jeter la confusion et empoisonner les esprits des gens en exagérant les difficultés temporaires du pays. Ce qu'ils veulent en fait, ce n'est pas la démocratie, mais s'opposer aux quatre principes fondamentaux inscrits dans la Constitution », selon le commentaire du Quotidien du Peuple.

La presse a annoncé l'arrestation de trois ouvriers accusés de se faire passer pour des étudiants. Selon des informations qui n'ont pas pu être confirmées, la radio de Nankin a annoncé l'arrestation de trois autres ouvriers dans cette ville pour trouble de l'ordre public et violence.

Entre-temps, selon des sources chinoises informées, le département général du comité central du Parti communiste a adressé des instructions aux comités locaux du parti les accusant implicitement d'avoir sous-estimé l'escalade de la contestation étudiante et leur demandant une extrême vigilance.

Ces instructions soulignent que des groupes de « mauvais éléments » ont tenté de tirer parti des erreurs et des échecs des autorités pour les exagérer et les utiliser dans le but de conduire les étudiants à s'opposer au parti pendant les manifestations qui ont agité le pays depuis le début du mois.

« Nous ne pouvons pas ignorer et négliger la situation. (...) Nous devons, à partir de maintenant, renforcer les efforts d'éducation et de persuasion pour que les étudiants se tiennent du côté du peuple », livra dans ces instructions, qui critiquent l'attitude des autorités locales devant la montée du mouvement, selon des sources qui ont demandé à conserver l'anonymat.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 décembre

Léger gain : + 0,10 %

La Bourse de Paris a enregistré un gain très léger, le 29 décembre, en séance du matin, l'indice progressant de 0,10 %. Parmi les valeurs en hausse, on notait Moulinex (+ 3 %), Lafarge (+ 1,6 %), Valeo (+ 1,3 %) et Eurafrique (+ 1,2 %). Au repli, figuraient Facom (- 2,8 %), Schneider (- 2,6 %), Louis Vuitton (- 1,6 %), Eurocom (- 1,5 %) et Prouvost (- 1,2 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Agache	485	482	485
Agache (C)	2025	2025	2025
Air Liquide (L)	711	712	710
Banque (C)	1152	1158	1150
Bois	2500	2510	2510
Bois (C)	1270	1270	1270
B.S.N.	4500	4500	4500
Carrefour	3710	3710	3700
Chemin de fer	1815	1815	1815
Club Méditerranée	722	722	722
Crédit National	1481	1481	1474
Edf (C)	1341	1335	1335
Edf (L)	317	317	316 80
Edf (C)	3700	3720	3720
Edf (L)	1385	1382	1387
Edf (C)	2520	2520	2520
Edf (L)	1670	1670	1680
Edf (C)	2553	2553	2550
Edf (L)	1052	1050	1050
Edf (C)	3820	3820	3820
Edf (L)	1287	1282	1284
Edf (C)	3083	3083	3075
Edf (L)	1220	1220	1220
Edf (C)	780	780	781
Edf (L)	818	820	820
Edf (C)	3200	3200	3200
Edf (L)	1579	1570	1585
Edf (C)	418 80	418 80	418 80
Edf (L)	2405	2400	2400
Edf (C)	525	525	533

## L'ARCHITECTURE

## RURALE

## FRANÇAISE

## ILE DE FRANCE

## ORLÉANAIS

23 x 30 cm - 256 p. - 340 F

Un outil précieux

un livre de référence

Editions

Berger-Levrault

A B C D E F G

● **ESPAGNE** : attentat à proximité de la résidence royale. — Un attentat à l'explosif a été perpétré, lundi 29 décembre, contre un hôtel de la station de sports d'hiver de Segur-de-Berri, près de Barcelone, sans faire de victime. Cet hôtel est situé à 500 mètres environ de la résidence où la famille royale passe ses vacances.

Peu avant l'explosion, un correspondant anonyme se réclamant de l'organisation indépendantiste basque ETA-militaire avait téléphoné aux pompiers et à l'hôpital de Vielle, une localité voisine, pour annoncer qu'une bombe allait exploser dans l'hôtel Montorio de Segur-de-Berri. — (AFP)

● **SOMALIE** : Le président Siad Barre réélu pour sept ans. — Le président Mohamed Siad Barre, président, dimanche 28 décembre, vainqueur de l'élection qui s'est déroulée le 23 décembre en Somalie, est reconduit dans ses fonctions pour un mandat de sept ans.

La commission électorale a annoncé que le candidat unique avait obtenu 99,93 % des 4,8 millions de suffrages exprimés. — (Reuters)

● **CORÉE DU NORD** : Réélection de M. Kim Il-Sung. — Chef du parti et de l'Etat, M. Kim Il-Sung, âgé de soixante-quatre ans, a été réélu, lundi 29 décembre à la présidence de la République par l'Assemblée suprême du peuple, a rapporté l'agence Tass dans une dépêche de Pyongyang. — (Reuters)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

**L'ATREILLE**  
SOLDES ANNUELS  
à tous nos rayons  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél. 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT A NOS CÔTÉS

## Ouverture des négociations à la RATP

La confusion sociale n'est pas moins grande à la RATP qu'à la SNCF, à la notable différence que direction et syndicats y négocient activement.

Les mouvements d'arrêts de travail organisés — sans préavis — par la CGT perturbaient peu le trafic, dans la matinée du 29 décembre, puisque les bus circulaient à 91 %, le métro à 93 % et le RER à 100 %. Ces débrayages étaient destinés à appuyer l'ouverture des négociations, le même jour, entre la direction de la RATP et l'ensemble des syndicats, sur les effectifs, les salaires et les conditions de travail. Cette première réunion devait por-

## Situation toujours précaire dans les ports

Malgré une relative amélioration de la situation pendant le week-end, la grève lancée depuis trois semaines par la CGT, et renouvelée régulièrement, continue à entraver l'activité des ports français. Elle touche surtout Marseille et le trafic des cars ferries vers la Corse, ainsi que Nantes-Saint-Nazaire. La paralysie des remorqueurs perturbe les entrées et sorties des cargos de fort tonnage. Lundi, des grévistes ont bloqué les accès terrestres de Marseille, obstruant les portes menant aux quai.

La CGT proteste contre la politique du secrétariat d'Etat à la mer qui vise à permettre le transfert de cargos sous pavillon des Kerguelen. « Ce transfert se traduira par le licenciement de 780 marins français et leur remplacement par des Turcs, des Indiens, des Coréens. La seule solution au problème de la marine marchande passerait-elle par la transformation du pavillon français en pavillon de complaisance et l'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère, sous-payée et exploitée à outrance ? », se demande l'organisation syndicale.

Pour tenter de trouver une issue au conflit, le président de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM), M. Jacques Ribière, dont la tête de ligne est Marseille, s'est dit prêt à « jouer les hommes compromis » entre les marins grévistes et le secrétariat d'Etat à la mer.

## Au « Journal officiel » Les modalités de privatisation de Saint-Gobain légèrement modifiées

Deux arrêtés publiés au Journal officiel du samedi 27 décembre ont légèrement modifié les modalités fixées le 21 novembre pour la privatisation de Saint-Gobain. Le succès populaire de l'opération (le groupe compte désormais 1,5 million d'actionnaires individuels) a motivé ces aménagements.

Le premier arrêté, en date du 16 décembre, a augmenté la part des actions Saint-Gobain émises en Bourse de Paris de 19,6 millions à 20,116 millions (soit de 70 % à 72 % du capital). Le nombre de titres placés sur le marché financier international a parallèlement été réduit de 5,6 millions à 5,04 millions (soit de 20 % à 18 %).

Le second arrêté, daté du 19 décembre, concerne la réduction des demandes d'actions présentées par les salariés de Saint-Gobain sur la part de 10 % du capital qui leur était réservée. Si les demandes n'excèdent pas 200 titres ont pu être servies intégralement, les ordres d'achat supérieurs à ce quota ont, en vertu de ce texte, été réduits proportionnellement au nombre d'actions Saint-Gobain restant disponibles.

● M. Delors et le message de la politique agricole commune. — S'exprimant, le dimanche 28 décembre, à la télévision belge, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a souligné que « les petits agriculteurs cessent d'être trompés par les gros. Quand on défend la politique agricole commune, on défend à la fois les rentes des gros et la survie des petits. C'est ce message qu'il faut faire passer », a poursuivi M. Delors. « Il faut à la fois produire moins et maintenir les petits agriculteurs. C'est ce que ne veulent pas les gros ni les pays qui n'ont que des gros agriculteurs ».

## L'évolution des conflits sociaux dans les transports

## La direction de la SNCF fait état d'une nette reprise à Paris-Nord

Sur l'ensemble du réseau ferroviaire, la situation s'est à peine améliorée, le lundi 29 décembre, en début de matinée par rapport à dimanche. Toutefois, la direction de la SNCF estime qu'une « légère reprise » aurait lieu, qui autoriserait la tenue de la réunion de la commission mixte du statut, le 30 décembre. Mais le jugement définitif, pour qualifier l'évolution, n'interviendrait qu'en fin de matinée, au vu « de la grosse batterie » des départs de midi. En fin de matinée, elle publiait un communiqué qui faisait état d'une « très nette amélioration » sur la gare de Paris-Nord, où l'ensemble du trafic était estimé à 40 % d'un jour normal. Sur l'ensemble de la SNCF « le pourcentage estimé de participation au mouvement se situe entre 30 et 35 % ».

Du côté des grévistes de la gare du Nord, ce contraste est confirmé. Trois trains sont partis dans la matinée, dont un train de grande ligne, qui avait été retenu avant l'arrivée des CRS. « De toute manière, on manque de voyageurs », note un membre de la coordination, qui ne comprend pas pourquoi la direction ferait circuler des trains vides.

A 7 h 30, ce lundi, on évaluait entre un train sur quatre et un train sur trois la circulation moyenne sur tout le réseau des grandes lignes. Le trafic des trains TGV, pour toutes les directions, était de l'ordre d'un convoi sur trois. En gare de Dijon les trains express et rapides sont retardés, la TGV Paris-Lausanne de dimanche ayant été arrêté pendant plus de deux heures. En milieu de matinée, le trafic était revenu, en moyenne, à 40 % pour toutes les grandes lignes.

Parallèlement, les conducteurs automobiles, en grève du 22 au 24 décembre, continuent de négocier séparément avec la direction l'obtention d'une prime. Le syndicat autonome traction qui les représente devait se prononcer, lundi après-midi, sur l'état des discussions. Celles-ci ont abouti au schéma suivant : un déplacement des congés d'été des conducteurs vers les congés d'hiver permettrait des gains de productivité qui seraient partagés, selon une clé restant à définir, entre l'entreprise et les conducteurs. Le syndicat autonome a cru pouvoir annoncer qu'une prime de 150 F pourrait être créée à partir du mois de juin 1987.

Un accord sur cette prime serait très mal vu des autres syndicats, qui dénoncent les mesures catégorielles.

A. F.

## Chauds les marrons !

Aux marrons glacés, confiserie traditionnelle du Nouvel An, s'ajoute pour le Noël, l'humanité-dimanche prêche les « châtiments d'or ». Elle les distribue comme autant d'« ocaras empennés » aux élus de son cœur en cette fin d'année. Les héros de « la petite phrase historique », les « gènes de la griffe » et autres « statues vivantes édifiées à la bêtise humaine » se voient, ainsi, gratifiés d'un paquet-cadeau.

Pour M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, « le plus percutant », de « l'argent barre » : pour M. François Gornet, PDG de Westman, « le moins déprimé », de « l'argent barre » : du « bronze » seulement pour la chanteuse et herboriste Rita Zardi, « le plus propre ».

M. Lionel Jospin se voit attribuer de « l'or massif », car il est « le plus franc du collier ». Quant à Cyrille de Vignemont, le jeune roi du bit et du software, il se voit attribuer « le plus d'argent », « le plus d'informé » est Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, qui annonce, avant la lettre, la mort de Marcel Dassault. « Le plus flexible » est Edmond Maire, secrétaire général de la CPDT, et « le plus beau » le « mieux payé de France » est Claude Buz, patron du club de football des Girondins de Bordeaux.

L'humanité-dimanche offre, en outre, une grande quantité de « petits marrons » à beaucoup de ministres, sans omettre de récompenser quelques dirigeants socialistes. L'hebdomadaire communiste oublie de décerner le noix d'acier à M. Chirac, qui, le 21 juillet dernier, devant la presse parlementaire, déclarait : « Ce qu'il fallait faire, c'était d'abord arrêter le train ». Il est vrai que le premier ministre parlait des préliminaires obligatoires, pas des chemins !

O. S.

Le numéro de « Monde » daté 28-29 décembre 1986 a été tiré à 441 884 exemplaires

En Une Demi Heure Chez Vous  
vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer  
par « LAYRAC à domicile »  
en téléphonant à 46.34.21.40  
(Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.24.70)  
Prix nets • Livraison gratuite

## M. Lang : pagaie et désordre

« Le spectacle du gouvernement, c'est comme d'une mauvaise copie de série B : la crignotage du chef de file, le redressement du menton de Zorro-Chirac, l'enfure du biceps de M. Pasqua, de Zorro-Pasqua, le gonflement de terre de Toulon-Matamore. » Pour M. Jack Lang, invité du Forum de RMC, dimanche 28 décembre, « tout cela distingue mal, premièrement, la faiblesse du gouvernement », et « deuxièmement, une totale insensibilité de la part des dirigeants à tout ce qui dérange, ce qui change ». L'ancien ministre socialiste de la culture a estimé que M. Jacques Chirac avait « commis la grande erreur de rallumer la guerre sociale » et d'avoir « joué les apprentis sorciers en voulant cotiser ce qui cause les syndicats ». Reprochant au gouvernement d'offrir « un visage aussi partisan, aussi sectaire, et finalement minoritaire » depuis le 16 mars, M. Lang ajoute : « La droite avait promis l'ordre et la sécurité, c'était ses maîtres-mots. Mais la droite aujourd'hui, c'est un peu la pagaie, un peu le désordre... »

● M. Henu pour l'armée de métier. — M. Charles Henu a affirmé, le dimanche 28 décembre, sur France-Inter, au cours de l'émission « L'ordre en coin », qu'il était favorable à la suppression de la conscription : « Personnellement, je ne serais pas contre un service volontaire (...). On pourrait parfaitement fonctionner avec une armée de volontaires. » L'ancien ministre de la défense estime que c'est une erreur de croire que « les armées de volontaires seraient des armées de professionnels ».

● Débat de James Scripps, dirigeant du groupe de journaux Scripps-Howard. — James Scripps, petit-fils d'Edward Scripps, qui fonde l'agence United Press et la chaîne de journaux Scripps-Howard, est décédé, le samedi 27 décembre, à l'âge de soixante-quatre ans. Il présidait le conseil d'administration des groupes de journaux Pioneer et James Scripps. Officier dans la marine pendant la deuxième guerre mondiale, il avait servi dans le Pacifique et s'était retiré avec la position d'amiral de réserve. — (LPL)

## M. Mitterrand : « François, lui, a une politique »

Dans une interview au Journal du dimanche daté du 28 décembre, M. Danielle Mitterrand évoque son enfance à Dinan, en Bretagne, et ses activités sociales à la présidence de l'association France-Libertés. L'épouse du chef de l'Etat, qui se garde, d'ordinaire, d'aborder les questions de politique intérieure, souligne que, « et les élections de mars 1988 auront eu lieu, elle n'est plus tard, on [la gauche] les aurait gagnées ». Elle affirme : « Ce gouvernement fait tout et n'importe quoi. Regardez : 2 milliards distribués aux paysans, ce n'est pas une politique. François, ajoute-t-elle, lui, a une politique. » Concernant le président de la République, elle indique qu'« il a un immense respect d'aurélien. Il n'est pas machin ».

● Progrès de la CGT au comité d'établissement de Peugeot-Sochaux. — Aux élections au comité d'établissement de Peugeot-Sochaux, le 28 décembre, la CGT a progressé, atteignant 35,24 % des 19 700 suffrages exprimés (sur 124 inscrits), contre 33,65 % en 1984, au détriment des autres listes syndicales, mais surtout de la CSL. Cependant, les listes FO-CFTC-CGC le deviennent encore avec 38,74 % des voix, contre 39,99 % en 1984. La CFTC a obtenu 19,9 % des suffrages (au lieu de 19,26 %) et la CSL 7,7 % (au lieu de 7,82 %).

## Offrez the Glenlivet la fierté des Ecossais.

Un pur single Highland Malt 12 years old scotch whisky, venu de la plus vieille distillerie d'Ecosse. Un cadeau à découvrir chez quelques rares spécialistes amoureux de vieux whiskies comme : La Maison du Whisky 24, rue de Tilsit, Paris 17<sup>e</sup>

**MATERIEL le spécialiste**  
100%  
AMERICAN  
golf